



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/542
23 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Points 12 et 108 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONCMIQUE ET SOCIAL

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC
ILLICITE DES DROGUES

Coopération internationale pour la lutte contre l'abus des drogues

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 8	3
II. COORDINATION DES ACTIVITES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	9 - 17	5
III. ACTIVITE ^e DES SERVICES CHARGES DE LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES DROGUES, D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES	18 - 184	8
A. Renforcement du système de contrôle des drogues licites	18 - 37	8
1. Division des stupéfiants	19 - 30	8
2. Organe international de contrôle des stupéfiants	31 - 35	11
3. Organisation mondiale de la santé	36 - 37	12
B. Prévention et réduction de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes	38 - 111	12
1. Division des stupéfiants	39 - 50	13
2. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	51 - 55	15
3. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ..	56 - 60	16

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
4. Département de l'information	61 - 65	17
5. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	66 - 77	18
6. Organisation internationale du Travail	78 - 85	20
7. Organisation mondiale de la santé	86 - 96	21
8. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	97 - 111	24
C. Traitement et réadaptation	112 - 134	26
1. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	113 - 115	26
2. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	116 - 118	25
3. Organisation internationale du Travail	119 - 130	27
4. Organisation mondiale de la santé	131 - 134	29
D. Elimination de l'offre de drogues provenant de sources illicites	135 - 146	30
1. Division des stupéfiants	136 - 137	31
2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	138 - 144	31
3. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	145 - 146	33
E. Suppression du trafic illicite	147 - 184	34
1. Division des stupéfiants	148 - 161	34
2. Organe international de contrôle des stupéfiants	162	37
3. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	163 - 166	37
4. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ..	167 - 169	38
5. Commission économique pour l'Europe	170 - 173	38
6. Organisation de l'aviation civile internationale	174 - 178	39
7. Union postale universelle	179 - 182	40
8. Organisation maritime internationale	183 - 184	41
IV. ACTIVITES OPERATIONNELLES	185 - 235	42
A. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	185 - 220	42
B. Programme des Nations Unies pour le développement ...	221 - 225	48
C. Fonds international de développement agricole	226 - 230	49
D. Programme alimentaire mondial	231 - 235	50
<u>Annexe.</u> Liste des objectifs énoncés dans le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues		54

I. INTRODUCTION

1. Aperçu général

1. La communauté internationale reconnaît aujourd'hui que la toxicomanie ainsi que la fabrication, l'offre et le trafic illicites de drogues constituent un problème majeur pour l'humanité. La production et la consommation illicites de drogues continuent de monter en flèche. A titre d'exemple, on a estimé récemment que la production annuelle mondiale d'un seul stupéfiant - la cocaïne - était supérieure à 200 000 tonnes, soit largement de quoi assurer une dose quotidienne à chaque habitant de la planète. Il est admis qu'il faut s'attaquer au problème de la drogue à tous les niveaux : local, national, régional et international. Pour cela, il faut mettre en oeuvre toute une gamme d'activités correspondant à l'immensité du problème. Celui qui abuse de la drogue en devient victime. Mais la drogue fait également d'autres victimes parmi ceux qui n'en usent pas : membres de la famille ou amis du toxicomane, ou personnes qui lui dispensent les soins de santé dont il a besoin ou encore collègues de travail qui pâtissent de son incapacité à exécuter convenablement sa tâche ou des agissements criminels de bien plus grande portée des trafiquants de drogues qui n'hésitent pas à recourir à l'intimidation, à la violence et au meurtre et qui parviennent même dans certains cas à déstabiliser l'économie de tout un pays. Il est également admis - et cela a été dit sans ambiguïté lors de nombreuses conférences internationales récentes sur la question, auxquelles ont participé tous les intéressés - que les organismes des Nations Unies ont un rôle spécial à jouer pour ce qui est de s'attaquer à bien des aspects du problème et de fournir le cadre dans lequel rechercher les solutions nécessaires dans une optique nouvelle.

2. Aucune organisation ne peut avec succès faire front à elle seule contre l'abus des drogues. Le toxicomane a besoin de l'attention et de l'aide de sa famille et de ses amis ainsi que de la collectivité locale. Les services locaux mis en place à cet effet ont besoin du soutien de l'ensemble de la collectivité pour dispenser ou prodiguer les conseils et les soins appropriés. Il faut également s'attaquer au problème au niveau du gouvernement, qu'il s'agisse des ressources financières nécessaires ou de la coopération avec d'autres gouvernements pour mettre en commun les données d'expérience et lutter contre les activités transnationales des trafiquants de drogues.

3. Les organismes des Nations Unies sont exceptionnellement bien placés pour contribuer à ce processus. Les services organiques de Vienne qui sont chargés de la lutte contre l'abus des drogues se consacrent à une série d'activités portant sur tous les aspects du problème : contrôle de l'offre, prévention et réduction de la demande, élimination du trafic illicite et traitement et réadaptation. L'ONU, qui s'occupe de la question depuis des années, a acquis une vaste expérience très précieuse et obtenu de nombreux succès. Mais pour influencer vraiment sur le problème, il y a encore beaucoup à faire. Avec un soutien financier approprié de tous les gouvernements, les activités entreprises devraient permettre d'atteindre l'objectif ultime : un monde sans drogue.

4. Le présent document rend compte de l'action entreprise par tous les organismes intéressés des Nations Unies en matière de coopération internationale pour la lutte contre l'abus des drogues.

2. Généralités

5. Depuis 1980, comme il en a été prié par l'Assemblée générale 1/, le Secrétaire général établit chaque année un rapport sur la coopération internationale pour la lutte contre l'abus des drogues. Le présent rapport expose les activités menées par les organismes des Nations Unies du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990. La période couverte a été choisie de façon qu'il puisse être présenté à l'Assemblée générale en temps voulu pour l'examen des questions relatives à la lutte internationale contre la drogue. Ce rapport, qui s'appuie sur les informations communiquées à la Division des stupéfiants au 1er septembre 1990, a été distribué sous forme de projet à la récente Réunion interorganisations sur la coordination des activités dans la lutte internationale contre l'abus des drogues (Genève, 12 au 14 septembre 1990).

6. Pour en faciliter l'examen, le rapport est soumis cette année selon une présentation modifiée qui s'articule sur les cinq principaux chapitres du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues 2/, qui est lui-même organisé selon les chapitres du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues 3/. Le présent document fait également suite à la demande de l'Assemblée générale (résolution 44/142 du 15 décembre 1989) concernant la présentation d'un rapport sur les activités internationales de lutte contre la drogue qui rende compte des travaux effectués par les organismes des Nations Unies en application des recommandations de la Conférence internationale. Dans toute la mesure du possible, les activités sont rattachées aux 35 objectifs fixés dans le Schéma multidisciplinaire complet. (On trouvera la liste desdits objectifs dans l'annexe au présent rapport.)

7. Au cours de la période considérée, la préoccupation croissante du public et des dirigeants devant les dimensions alarmantes et de plus en plus vaste que revêtent l'abus et le trafic illicite des drogues a été exprimée lors d'un certain nombre de réunions intergouvernementales des Nations Unies : deuxième Réunion interrégionale des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues (Vienne, 11 au 15 septembre 1989) 4/, quarante-quatrième session de l'Assemblée générale (New York, septembre à décembre 1989) et onzième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants (Vienne, 29 janvier au 2 février 1990) 5/, et surtout dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (New York, 20 au 23 février 1990) 6/. Le Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne (Londres, 9 au 11 avril 1990) 7/ a de nouveau mis cette question en relief.

8. Pour renforcer la coopération internationale et perfectionner la riposte de l'ensemble du système des Nations Unies au fléau que constitue l'abus des drogues, un plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a été élaboré comme suite à la recommandation d'octobre 1989 du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination ainsi qu'à la résolution 44/141 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1989. La section III du présent rapport récapitule, en les subdivisant

comme suit, les activités des services organiques du Secrétariat chargés de la lutte contre l'abus des drogues, d'autres organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées : renforcement du système de contrôle des drogues licites; prévention et réduction de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes; traitement et réadaptation; élimination de l'offre de drogues provenant de sources illicites; et suppression du trafic illicite. Dans la section IV, on passe en revue les activités opérationnelles de lutte contre l'abus des drogues entreprises par les organismes et organisations du système des Nations Unies, dont le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

II. COORDINATION DES ACTIVITES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE

9. C'est la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne qui, depuis 1987, est la Coordonnatrice de toutes les activités des Nations Unies contre la drogue. Son rôle est triple : a) coordonner les activités des trois services de Vienne chargés de la lutte contre la drogue; b) coordonner les activités de ces services et celles des autres programmes de l'Office des Nations Unies à Vienne; et c) assurer la coordination plus générale des activités de lutte antidroque de tous les organismes intéressés des Nations Unies.

10. Au cours de la période considérée, la coordination visée à la rubrique a) ci-dessus a continué, comme les années précédentes, d'être assurée informellement au jour le jour en fonction des besoins et des circonstances. Voici quelques-uns des moyens employés : contacts périodiques entre la Coordonnatrice et les chefs des trois services chargés de la lutte contre la drogue; réunions spéciales périodiques desdits chefs de service ou d'autres hauts fonctionnaires pour examiner les questions d'intérêt commun; participation des trois services à des manifestations présentant un intérêt particulier, par exemple sessions de la Commission des stupéfiants, réunions des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues (HONLEA), sessions du Comité du programme et de la coordination (CPC), du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Plus particulièrement, les trois services ont participé activement et en étroite coordination aux préparatifs du Sommet ministériel de Londres et au Sommet proprement dit, en avril 1990; on veille à ce que les services en question reçoivent toutes les informations pertinentes qui parviennent à la Coordonnatrice; et la liaison courante est assurée, au "niveau de l'exécution", avec les fonctionnaires des trois services par un conseiller chargé de la liaison pour les questions de drogue au Cabinet de la Directrice générale.

11. La coordination visée à la rubrique b) a également été assurée de façon pragmatique, dans le cadre de plusieurs réunions visant à assurer la corrélation entre les activités de lutte contre l'abus des drogues menées par l'Office des Nations Unies à Vienne et celles des autres programmes de l'Office. Des réunions de ce type ont été organisées avant les grandes réunions intergouvernementales périodiques, par exemple celles des commissions techniques desservies par l'Office des Nations Unies à Vienne, celles d'organes comme le CPC, le Conseil économique et social et la Troisième Commission de l'Assemblée générale, et enfin avant des conférences sur des sujets spécifiques ayant des répercussions plus vastes.

/...

Un bon exemple est celui du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA), domaine dans lequel l'Office collabore étroitement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur des questions qui touchent les différents programmes dont il est responsable : la drogue (dans certaines parties du monde, on constate une incidence croissante de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) chez les toxicomanes qui absorbent la drogue par voie intraveineuse), les femmes, les jeunes et l'incidence de la toxicomanie et du SIDA dans les prisons. Plusieurs réunions ont été organisées à l'Office des Nations Unies à Vienne pour préparer le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu à La Havane du 27 août au 7 septembre 1990; elles étaient axées sur les aspects de la lutte internationale contre la drogue qui intéressent la justice pénale, question qui était à l'ordre du jour du Congrès.

12. Au titre de la rubrique c), la coordination entre les organismes des Nations Unies a été assurée par le biais de communications entre la Coordinatrice et les autres organismes intéressés des Nations Unies sur les questions d'intérêt commun touchant la lutte contre l'abus des drogues et en organisant des réunions en cas de besoin. Il y a eu deux réunions spéciales interorganisations sur la coordination des activités dans la lutte internationale contre l'abus des drogues, l'une en septembre 1989 au siège de l'Unesco à Paris 8/ et l'autre en février 1990 à Vienne 9/. La réunion de septembre 1989 a été l'occasion pour l'Unesco de présenter ses propres activités de prévention et d'organiser une séance de "remue-méninges" sur le rôle que peut jouer le système des Nations Unies tout entier dans la réduction et la prévention de la demande de stupéfiants. L'usage qui veut que chaque année une réunion interorganisations ait lieu au siège de l'une des institutions spécialisées facilite la coordination quant au fond, et pas seulement la coordination de caractère purement administratif ou formel.

13. Depuis que les nouvelles modalités de coordination des activités de lutte antidroque des organismes des Nations Unies ont été instituées à l'Office des Nations Unies à Vienne, il y a eu un fait nouveau notable : le lancement, dans la période sur laquelle porte le présent rapport, du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. L'élaboration de ce plan, qui avait été initialement envisagée lors d'une précédente réunion interorganisations, a été approuvée par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session ordinaire et à sa dix-septième session extraordinaire, en février 1990. Le premier projet du Plan a été élaboré dans les délais très courts. Des consultations interorganisations officieuses ont eu lieu en novembre 1989 à Vienne et, immédiatement après, l'Office des Nations Unies à Vienne a élaboré un avant-projet qui a été distribué à tous les organismes des Nations Unies, dont les observations ont ensuite été incorporées au document. Un projet composite a été examiné en détail à la réunion interorganisations de février 1990. Ce texte, qui a été modifié pour tenir compte des vues exprimées lors des débats et des consultations tenues ultérieurement avec la Division du budget à New York, a été soumis au secrétariat du Comité administratif de coordination (CAC), conformément aux instructions, pour la date fixée (31 mars 1990) et le CAC l'a approuvé en 1990.

14. Le Plan d'action, qui est susceptible d'améliorations considérables, a été approuvé par le CPC en mai 1990, et le Conseil économique et social l'a fait sien dans sa résolution 1990/87 du 27 juillet 1990. Il indique très succinctement ce que fait chaque organisme, y compris les trois services de Vienne chargés du contrôle des drogues, pour donner suite aux mandats définis par les Etats Membres dans divers organes intergouvernementaux; les fonds dont il dispose à cette fin; les activités qui lui ont été confiées mais qu'il ne peut mener à bien faute de ressources; et le montant estimatif des ressources supplémentaires à prévoir pour que l'ONU puisse exécuter intégralement tous les mandats actuels. Ce plan constitue donc un nouvel instrument essentiel pour renforcer la coordination des efforts conjugués déployés par les organismes des Nations Unies pour lutter contre la drogue, en favorise la complémentarité et réduit les risques de chevauchement ou de double emploi. En outre, il offre aux Etats Membres un moyen commode d'évaluer les progrès accomplis par les organismes des Nations Unies dans l'exécution des responsabilités qui leur incombent en application du Schéma multidisciplinaire complet et du Programme d'action mondial. Comme prévu dans la résolution 44/141 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1989, le Plan sera mis à jour chaque année.

15. Au cours de la période considérée, la Coordinatrice a prononcé de nombreuses allocutions sur le contrôle des drogues lors de réunions d'organes et organismes des Nations Unies ainsi que d'instances gouvernementales et autres de par le monde. Elle a ainsi pu mettre en relief le rôle de coordination que joue l'Organisation des Nations Unies au sein de la communauté internationale. Il est à noter que bon nombre des réunions de ce genre auxquelles la Coordinatrice a été invitée à participer au cours de l'année écoulée, étaient axées sur les divers aspects de la lutte internationale contre l'abus des drogues et les activités de l'ONU dans ce domaine.

16. Ces derniers mois, les arrangements existants en matière de coordination des activités de lutte contre la drogue menées par les organismes des Nations Unies ont été examinés de près. En particulier, un groupe d'experts a été convoqué en application de la résolution 44/141 de l'Assemblée générale pour étudier les moyens d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation. La Coordinatrice a fait le nécessaire pour que ce groupe se réunisse à Vienne à trois reprises entre mai et juillet 1990 et, avec l'entière coopération des trois services chargés du contrôle des drogues, a veillé à ce qu'il dispose de toutes les informations demandées. L'Assemblée générale sera saisie d'un rapport distinct établi par le Secrétaire général (A/45/652) compte tenu des recommandations du Groupe.

17. En attendant les débats auxquels donnera lieu le présent rapport, la Coordinatrice et tous les fonctionnaires intéressés continuent de prendre toutes les mesures voulues pour assurer et, dans la mesure du possible améliorer la coordination. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la coordination pour être efficace doit être constamment repensée. Sans prétendre que la coordination actuelle des programmes de l'ONU en matière de lutte contre la drogue ne peut être approfondie, on peut néanmoins affirmer, compte tenu des informations qui précèdent, qu'elle a été sensiblement améliorée non seulement quant à la forme et aux modalités, mais aussi, et cela est bien plus important, quant au fond, par suite du transfert de cette fonction à l'Office des Nations Unies à Vienne.

/...

III. ACTIVITES DES SERVICES CHARGES DE LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES DROGUES, D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

A. Renforcement du système de contrôle des drogues licites

18. Au cours de la période considérée, la Division des stupéfiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont rendu compte de leurs activités destinées à renforcer le système de contrôle des drogues licites.

1. Division des stupéfiants

19. La Division des stupéfiants a continué de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des traités relatifs à la lutte contre la drogue et des mandats découlant des résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des stupéfiants. Ces tâches relatives aux mandats comprennent les cinq chapitres du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues touchant les principaux aspects de la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues. Dans le cadre de son programme de travail, la Division s'occupe aussi de tous les objectifs du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues qui lui ont été confiés.

20. La Division des stupéfiants a élargi son programme d'activité pour répondre aux demandes de plus en plus urgentes de services et de conseils qu'elle reçoit des Etats Membres. Elle facilite l'application des traités relatifs à la lutte contre l'abus des drogues, assure certaines fonctions que ces traités confient au Secrétaire général et sert d'organe exécutif et de secrétariat à la Commission des stupéfiants. Elle travaille en étroite collaboration avec les secrétariats des autres organes chargés de la lutte contre l'abus des drogues ainsi qu'avec les programmes des Nations Unies et institutions spécialisées intéressés.

21. Le surcroît de responsabilités découlant de l'adoption de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 ont continué de grever les ressources déjà limitées de la Division. Celle-ci a aidé un certain nombre d'Etats Membres à appliquer la Convention de 1988 à titre provisoire avant même qu'elle entre en vigueur, et elle en a aidé d'autres à adhérer à la Convention ou à la ratifier, afin qu'elle puisse entrer en vigueur dès que possible. Comme suite à la résolution 44/140 de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1989, relative à l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, la Division, en collaboration avec le Département de l'information ou séparément, a entrepris toute une gamme d'activités pour faire connaître la Convention; elle a notamment publié une version révisée de la brochure intitulée "Les Nations Unies et la lutte contre l'abus des drogues", qui contient un chapitre spécial indiquant les principaux éléments de la Convention de 1988 ainsi que plusieurs dépliants qui mettent en relief certains aspects de cette convention. La Lettre d'information de la Division, qui est publiée tous les deux mois, fournit des informations continuellement mises à jour sur l'état de la Convention. Des supports d'information ont été distribués aux gouvernements, aux

organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux universités, aux instituts de recherche, aux médias ainsi qu'au public en général. Dès que la Convention entrera en vigueur, la Division compte lancer une campagne mondiale pour sensibiliser le public à ce nouvel instrument.

22. La Division des stupéfiants compte désormais dans ses effectifs deux conseillers juridiques à plein temps chargés d'aider les Etats qui en font la demande à devenir parties aux conventions internationales relatives au contrôle des drogues et à les appliquer. Des projets d'assistance sont en cours en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, mais la Division a reçu jusqu'ici moins de demandes qu'elle n'en escomptait. Elle poursuivra la campagne qu'elle mène activement pour accroître le nombre des Etats qui ratifient les conventions ou y adhèrent. Au 27 août 1990, 89 Etats avaient signé la Convention de 1988 et 24 Etats l'avait ratifiée ou y avaient adhéré 10/. Le vingtième instrument de ratification (celui de l'Espagne) ayant été déposé le 13 août 1990, la Convention de 1988 11/ entrera en vigueur, conformément à son article 29, 90 jours plus tard, le 11 novembre 1990.

23. En outre, la Division des stupéfiants a continué de conseiller les gouvernements pour la rédaction de lois nationales relatives au contrôle des drogues et à leur fournir des exemples de législations existantes. Au nom du Secrétaire général, elle a envoyé en avril 1990 à tous les Etats qui ne sont pas encore parties à une ou plusieurs conventions internationales et aux Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention de 1988 ou n'y ont pas encore adhéré des notes contenant des informations sur l'état des conventions pertinentes et sur les services qu'elle met à leur disposition. En réponse à ces notes, plusieurs gouvernements ont sollicité une assistance et la Division les a conseillés et aidés en leur communiquant le texte des traités pertinents, des formulaires types d'adhésion aux traités internationaux relatifs à la lutte contre la drogue et des renseignements sur les modalités à suivre pour devenir parties aux traités.

24. La Division des stupéfiants a continué à prêter son concours et à fournir des conseils juridiques et techniques aux Etats Membres et s'est employée activement à donner suite à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues de 1987. Elle a fourni un appui fonctionnel aux diverses réunions qui ont été organisées dans le monde pour renforcer la coopération régionale et la coordination de la lutte contre le trafic illicite, dans le cadre de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient et des réunions pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes et, à compter de 1990, l'Europe des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues.

25. La Commission des stupéfiants a tenu sa onzième session extraordinaire à Vienne du 29 janvier au 2 février 1990. Y ont participé 39 Etats membres de la Commission et des observateurs de 60 autres Etats. Le rapport de la Commission 12/ contient la liste des documents dont la Commission était saisie.

26. A propos de l'examen des substances susceptibles d'être placées sous contrôle international, la Division a continué de répondre aux demandes de l'OMS concernant la collecte de données auprès des gouvernements sur les aspects juridiques, pharmacologiques et autres et l'établissement de rapports pour des réunions spéciales, en particulier le Comité d'experts sur la pharmacodépendance, qui fait

/...

des recommandations au Directeur général de l'OMS quant aux stupéfiants et substances psychotropes à inscrire aux tableaux. En vertu des traités internationaux en vigueur, à savoir la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1972, et la Convention sur les substances psychotropes de 1971, le Directeur général recommande au Secrétaire général les stupéfiants et les substances psychotropes qu'il faut envisager de soumettre au contrôle international prévu par les traités.

27. La Division compte recevoir en 1990, de quelque 120 Etats et territoires, un rapport annuel pour 1989 sur l'application des traités internationaux relatifs aux stupéfiants et aux substances psychotropes. Les données contenues dans les rapports annuels servent à établir une série de documents que la Division publie chaque année, notamment : a) un résumé des données sur les mesures d'ordre législatif et administratif ainsi que socio-économique figurant dans la partie A des rapports annuels; b) la liste des services nationaux habilités à délivrer des certificats et licences d'importation et d'exportation de stupéfiants et de substances psychotropes; c) la liste des fabricants qui, dans les pays, sont autorisés à produire et à traiter des stupéfiants et des substances psychotropes déterminés (une mise à jour de ces deux listes paraît chaque année en tant que publication trilingue non destinée à la vente); d) des résumés trimestriels contenant des données informatisées sur les saisies et les tendances du trafic illicite des drogues 13/.

28. Durant la période allant du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990, 161 textes législatifs, reçus de 58 Etats, avaient été mis en forme et publiés dans la série E/NL. La Division a fini d'établir et a publié un index cumulatif informatisé des lois et règlements nationaux relatifs à la lutte contre la drogue, dont le texte a été communiqué au Secrétaire général. L'objet de cet index est de rendre les informations contenues dans la série directement et commodément accessibles aux rédacteurs de textes législatifs, comme aux fins de recherche et de référence.

29. Au nom du Secrétaire général, la Division a, pendant la période allant du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990, publié 27 circulaires, dont la plupart sont les notifications officielles requises par les conventions internationales sur le contrôle des drogues. A la demande de la Commission des stupéfiants, ces notifications sont adressées non seulement aux parties aux conventions, mais aussi à tous les autres Etats, pour information. Des copies sont également adressées aux organes de l'ONU, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux services nationaux compétents.

30. Ces notifications ont des objets divers : communication du texte des décisions et résolutions adoptées par la Commission et par le Conseil économique et social, publication de rapports annuels, questionnaires adressés à tous les gouvernements en application de dispositions spécifiques des Conventions de 1961 et de 1971, interdiction de l'importation de telle ou telle substance dans le territoire d'un Etat partie ou non partie, invitations adressées aux gouvernements à présenter des candidatures aux élections à l'OICS et demandes de communication de données sur les substances devant être examinées par l'OMS en vue d'inscription aux tableaux.

2. Organe international de contrôle des stupéfiants

31. Etant donné la rapidité avec laquelle l'abus, la fabrication et le trafic illicite des drogues se propagent dans de nouveaux pays, déplaçant les cultures vivrières, provoquant des ravages écologiques, paralysant l'économie et les institutions politiques, il faut prendre des mesures globales prévoyant non seulement des méthodes de répression perfectionnées mais aussi le renforcement des programmes visant à réduire la demande de drogues illicites, ce qui est crucial pour réduire l'offre de drogues illicites. Dans son rapport pour 1989 ^{14/}, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) a souligné que tout relâchement de la lutte contre la drogue, notamment en emboîtant le pas à ceux qui préconisent la légalisation de l'usage de certaines drogues, risquait de donner une impression fausse, en particulier aux cartels de la drogue. La consommation de drogues par voie intraveineuse étant liée au SIDA, il faut accorder une priorité encore plus grande aux programmes de prévention de la toxicomanie et de traitement qui s'adressent aux groupes à risque. Il ne faudrait pas que les mesures prises contre le SIDA facilitent l'abus des drogues; en collaboration avec l'OMS, l'Organe étudie les aspects juridiques de certaines de ces mesures.

32. Le contrôle des mouvements licites de stupéfiants et de substances psychotropes prévu par les Conventions de 1961 et de 1971 ainsi que d'autres mesures appliquées volontairement sont peu à peu mis en place. L'étroite coopération qui s'est instaurée entre les gouvernements et l'OICS a permis, en 1989/90, de déceler de nombreuses tentatives de détourner ces drogues vers les circuits illicites et d'y faire obstacle. Les mesures de contrôle prévues par la Convention de 1971 n'étant pas aussi complètes et aussi bien établies que celles prévues par la Convention de 1961, des mesures volontaires recommandées par l'OICS, et approuvées par le Conseil économique et social, ont été introduites pour resserrer le contrôle des substances inscrites au tableau II (en 1981) et aux tableaux III et IV (1985 et 1987 respectivement). Ces mesures ont permis de réduire sensiblement, dans de nombreuses parties du monde, les détournements de substances inscrites au tableau II telles que la méthamphétamine, les amphétamines et la fentanyl, vers les circuits illicites. Toutefois, les substances des tableaux III et IV de la Convention de 1971, qui sont moins strictement réglementées, par exemple certains stimulants, les barbituriques et les benzodiazépines, continuent d'être détournées car un certain nombre de pays n'ont pas encore introduit une surveillance adéquate du commerce international. L'OICS a conseillé aux pays exportateurs et aux pays importateurs d'appliquer au commerce international les mesures additionnelles demandées par le Conseil économique et social.

33. Les stocks mondiaux de matières premières opiacées restant excessifs, en dépit d'une nette amélioration récente, le Conseil économique et social a prié l'OICS de mener rapidement à bien son projet d'évaluer les besoins légitimes en opiacés qui restent insatisfaits dans diverses régions du monde en raison de l'insuffisance des soins de santé, de difficultés économiques ou d'autres conditions. Se fondant sur les informations disponibles à titre préliminaire, l'OICS a, entre autres, demandé instamment aux gouvernements d'évaluer plus précisément leurs besoins nationaux en opiacés et de voir dans quelle mesure les besoins médicaux sont satisfaits afin que des mesures correctives appropriées puissent être prises le cas échéant. Il a aussi demandé instamment aux gouvernements d'envisager d'établir des politiques nationales et d'élaborer des directives en vue d'assurer l'utilisation rationnelle des opiacés.

/...

34. La Convention de 1961 prévoyait que la mastication de la feuille de coca et l'usage du cannabis à des fins non médicales continueraient d'être autorisés pendant une période maximale de 25 ans et dans certaines conditions. Le délai prévu a expiré en 1989. Or, la mastication de la feuille de coca perdure en Bolivie et au Pérou, où les problèmes de contrôle sont aggravés par l'ampleur du trafic illicite de la coca. L'OICS juge indispensable qu'une assistance importante soit fournie à ces pays pour qu'ils puissent se conformer aux traités.

35. Poursuivant sa politique d'assistance technique, le secrétariat de l'OICS a formé des agents des services nationaux de lutte contre la drogue à l'exécution des obligations imposées par les Conventions de 1961 et de 1971. Un programme spécial à l'intention des pays de l'Afrique de l'Ouest vise notamment à aider ces pays à renforcer leurs services de lutte contre la drogue et à harmoniser les législations au niveau de la région.

3. Organisation mondiale de la santé

36. L'OMS a continué à améliorer le processus d'examen des substances psychotropes toxicomanogènes en vue de formuler des recommandations concernant leur inscription aux tableaux. Les principes directeurs de cet examen ont été mis à jour en février 1990. Le rapport de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts sur la pharmacodépendance a été publié en octobre 1989 pour informer sans retard la communauté internationale des conclusions médicales et scientifiques auxquelles étaient parvenus les experts sur un certain nombre de nouvelles substances psychoactives. On prépare actuellement la vingt-septième réunion du Comité d'experts qui se tiendra en septembre 1990 pour examiner la prophylhexédrine, le dronabinol, les benzodiazépines et des préparations exemptes qui ont été notifiées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

37. Comme suite à la résolution 1990/31 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1990, dans laquelle l'OMS a été priée d'élaborer des directives concernant l'utilisation rationnelle des opiacés et le traitement des syndromes pour lesquels des opiacés peuvent être prescrits, le programme de l'OMS sur le cancer et les soins palliatifs est en train de mettre à jour les directives concernant l'utilisation d'analgésiques, y compris la morphine et la codéine, pour soulager la douleur chez les cancéreux. En collaboration avec l'OICS, ce programme préconise l'utilisation rationnelle des opiacés pour soulager la douleur en cas de cancer.

B. Prévention et réduction de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

38. En ce qui concerne le présent chapitre, les organes et institutions spécialisées suivants ont rendu compte de leurs activités au cours de la période considérée : Division des stupéfiants, Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Département de l'information du Secrétariat, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Organisation internationale du Travail (OIT), OMS et Unesco.

1. Division des stupéfiants

39. En ce qui concerne l'objectif No 1 (Evaluation de l'incidence de l'usage impropre et de l'abus des drogues), la Division des stupéfiants a organisé à Vienne, du 3 au 7 juillet 1989, une réunion d'experts chargés de mettre au point des méthodes de collecte de données, en vue d'établir un Système international d'évaluation de l'abus des drogues. Sur la base d'un cadre conceptuel adopté par ce groupe d'experts, un questionnaire de 33 pages a été établi en vue d'être examiné lors d'une réunion d'experts organisée par la Division les 24 et 25 avril 1990 à Vienne. Un questionnaire révisé a été adressé à une vingtaine de pays en vue d'essais sur place.

40. En application de la résolution 1989/14 du Conseil économique et social relative à l'intensification et à la coordination des mesures visant à réduire la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la Division a fait parvenir un questionnaire à tous les gouvernements et à toutes les organisations intergouvernementales régionales afin d'évaluer les progrès accomplis aux niveaux national et international dans la poursuite des sept objectifs énoncés au chapitre I du Schéma multidisciplinaire complet. A partir des réponses reçues, elle établira un rapport analytique, en collaboration avec l'OIT, l'Unesco et l'OMS pour déterminer la meilleure façon d'aider les Etats à appliquer des stratégies de réduction de la demande.

41. Pour ce qui est de l'objectif No 2, la Division a continué de recueillir dans le monde entier des informations intéressant l'évaluation de l'abus des drogues, en vue de mettre au point une stratégie d'évaluation globale pour l'organisation de systèmes généraux de collecte et d'évaluation des données.

42. Pour atteindre l'objectif No 3, elle a organisé des activités très diverses en collaboration avec des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales et des établissements d'enseignement, notamment des stages spéciaux de formation à l'intention de groupes tels que les diplomates récemment arrivés à Vienne, des projets de sensibilisation au problème de la drogue dans certaines écoles, auxquels participent des enseignants, des parents d'élèves et des associations de pharmaciens, et un soutien à différentes manifestations organisées par les ONG. La Division a continué de répondre aux nombreuses demandes de renseignements qui lui sont adressées par écrit et oralement par des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des groupes professionnels, des chercheurs et le public en général sur les divers aspects du phénomène de l'abus des drogues. En réponse à des demandes de plus en plus nombreuses émanant de toutes les régions du monde, elle a fourni des renseignements généraux et de la documentation spécialisée.

43. Pour ce qui est des objectifs Nos 3 et 5, la Division a poursuivi la réalisation de son programme d'utilisation des ressources locales pour réduire la demande. Avec l'appui des autorités espagnoles, elle a organisé à Vigo (Espagne), du 17 au 21 juillet 1989, un séminaire sur l'utilisation des ressources locales pour prévenir et réduire l'abus des drogues à l'intention des pays d'Europe occidentale et d'autres pays. Des réunions d'information ont été organisées à Vienne pour différents groupes, notamment des responsables de la lutte antidrogue et d'autres participants intéressés. En outre, les fonctionnaires de la Division ont fait des causeries et ont participé à différentes conférences organisées par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

/...

44. S'agissant toujours de l'objectif No 3, des expositions portant sur divers aspects de l'activité de la Division et retraçant l'historique du système international de lutte contre la drogue ont été organisées à l'occasion de la Réunion interrégionale des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues (tenue à Vienne en septembre 1989), du dixième anniversaire du Centre international de Vienne et Journée portes ouvertes (26 octobre 1989), de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA (1er décembre 1989), de la onzième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants (février 1990), de la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale (tenue à New York en février 1990), du Sommet ministériel mondial de Londres (avril 1990) et, à Vienne, au cours de la semaine où a été célébrée la troisième Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues (26 juin 1990). Une exposition permanente illustrant les activités de la Division a été installée dans un espace spécial du Centre international de Vienne et reçoit quelque 70 000 visiteurs par an.

45. Toujours en ce qui concerne l'objectif No 3, la Division a dirigé les activités publicitaires entreprises à l'occasion de la troisième Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues (26 juin 1990), qui était axée cette année sur "la réduction de la demande par l'action communautaire". Des pochettes d'information comprenant un message du Secrétaire général ont été préparées et distribuées dans le monde entier par l'intermédiaire du réseau des centres et services d'information des Nations Unies. Une affiche conçue par le Département de l'information en collaboration avec la Division des stupéfiants pour appeler l'attention sur la réponse mondiale qu'exige le problème mondial de l'abus des drogues a été largement diffusée.

46. Au titre des objectifs Nos 3 et 5, la cinémathèque de la Division a continué à répondre à des demandes de services de plus en plus nombreuses qu'elle reçoit des gouvernements, d'organisations, d'universités, de groupes et de particuliers. Une documentation audio-visuelle reste constamment disponible pour des programmes de formation, des campagnes de mobilisation de l'opinion publique et autres activités visant à mieux faire comprendre les dangers de l'abus des drogues, les mesures que l'on peut envisager et les programmes de prévention par l'éducation.

47. S'agissant de l'objectif No 6, la Division a collaboré avec une ONG pour organiser en septembre 1990 une randonnée cycliste contre l'abus des drogues, de New York à Miami, avec la participation de 1 000 policiers d'Europe et d'autres pays occidentaux.

48. Eu égard à l'objectif No 7, la Division des stupéfiants a organisé, en collaboration avec le Service de l'information, des conférences de presse juste avant certaines des manifestations spéciales susmentionnées. Des émissions de radio spéciales ont été réalisées, notamment dans le contexte de la série Débat européen, à laquelle participent d'éminents journalistes de stations de radio d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de France, de Hongrie, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et d'Union des Républiques socialistes soviétiques. Pendant toute l'année, des hauts fonctionnaires de la Division ont accordé de nombreuses interviews à la presse, à la radio et à la télévision. La Division a continué à publier une Lettre d'information qui passe en revue les faits nouveaux intéressants survenus dans les organes et services internationaux chargés

/...

de la lutte contre l'abus des drogues, et notamment les activités des institutions spécialisées dans ce domaine. L'Assemblée générale ayant proclamé la période 1991-2000 Décennie des Nations Unies contre l'abus des drogues, la Division des stupéfiants a, en collaboration avec le Département de l'information, entrepris de préparer des activités de promotion appropriées pour marquer cette décennie.

49. Quant à l'objectif No 5, la Division a publié une brochure sur la façon dont les enseignants peuvent contribuer à l'action mondiale visant à prévenir et réduire la toxicomanie. Cette brochure, intitulée "Prévenir l'abus des drogues : la communauté à l'oeuvre - Contribution des enseignants" 15/, est parue en français et sera disponible en anglais et en espagnol. Une seconde brochure, sur le Mouvement des parents à l'échelon communautaire, est en cours de traduction. Ces deux brochures sont venues enrichir récemment le fonds de publications spécialisées (traités, commentaires, manuels spécialisés et documents d'information en général) disponibles à la Division. La Division a préparé plusieurs affiches qui ont reçu une diffusion mondiale.

50. Au titre de l'objectif No 4 (relatif à la mise au point de méthodes fiables permettant de déceler la présence de drogues dans l'organisme humain), la Division a organisé la réunion d'un groupe d'experts sur le dépistage et l'analyse des drogues surveillées dans les spécimens biologiques que le Gouvernement singapourien a accueilli du 25 au 29 septembre 1989, et en a assuré le service 16/.

2. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires

Service de la prévention du crime et de la justice pénale

51. Comme les années précédentes, le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et son unité non organique, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, ainsi que les instituts régionaux des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants ont pris en compte les objectifs du Schéma multidisciplinaire complet ainsi que les dispositions de la Convention de 1988. (Le Service de la prévention du crime et de la justice pénale coordonne l'action des instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.) En tant qu'organe chargé des préparatifs du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 27 août-7 septembre 1990), le Comité a examiné diverses questions liées à la lutte contre le trafic et l'abus des drogues. Il a également formulé des projets de coopération technique visant la lutte contre le crime organisé, notamment le trafic illicite des drogues et le traitement des prisonniers atteints du virus du SIDA.

52. Dans plusieurs des demandes faisant appel aux services du Conseiller interrégional pour la prévention du crime et le traitement des délinquants apparaissait une préoccupation pour les délits liés à la drogue : création de conseils nationaux de prévention du crime, réforme judiciaire, projets de loi visant à prévenir et à combattre diverses formes de criminalité transnationale (voir les objectifs 3, 5, 19, 23, 34).

53. Des consultations ont eu lieu avec des pays donateurs éventuels pour étendre les activités de coopération technique à l'aide de ressources extrabudgétaires. L'Argentine a fourni les services d'un experts pour une durée d'un an afin d'aider à élaborer des descriptifs de projets et à donner des avis sur le traitement des jeunes délinquants et des délinquants toxicomanes. D'autres projets financés par le Gouvernement italien concernaient la participation d'organisations non gouvernementales compétentes et de la communauté internationale à la prévention du crime et, en particulier, à la lutte contre l'abus des drogues (voir les objectifs 30, 31, 32, 34).

54. Le Service de la prévention du crime et de la justice pénale et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) ont travaillé de concert dans le cadre de projets opérationnels communs. Ainsi, un projet visant à renforcer la justice pénale, à prévenir l'abus des drogues et à le combattre en Ouganda a été lancé avec l'appui de ces deux organismes. Il a pour objectif la formation de policiers, de magistrats et de procureurs, ainsi que la fourniture de services consultatifs et de matériel (voir les objectifs 2, 5, 17, 20, 23). Un projet sur le traitement des toxicomanes en prison en Argentine accorde une attention particulière au syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA) (voir les objectifs 31, 32, 33, 34, 35).

55. Un inventaire de mesures exhaustives de prévention du crime, notamment de mesures de prévention des crimes attribuables à la drogue 17/, établi pour le huitième Congrès, décrit des mécanismes non officiels de prévention du crime et de lutte contre le crime, de prévention du crime par des mesures d'ordre social, de prévention contextuelle, de prévention par l'action communautaire et la planification et d'application et d'évaluation des stratégies de prévention du crime (voir les objectifs 3 et 5).

3. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

56. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a étroitement collaboré avec l'Institut international des études et renseignements sanitaires de Rome (centre qui collabore avec l'OMS) à l'exécution durant la période considérée d'un projet de prévention de l'abus des drogues intitulé "STOP DROGA".

57. "STOP DROGA", lancé dans le cadre des objectifs 1 à 7 du Schéma multidisciplinaire complet, vise à aider les institutions nationales à promouvoir des modes de vie sains, sans abus de drogues. Ses divers programmes relatifs aux problèmes à l'école et au lieu de travail, à la santé, à l'information et à la recherche, sont mis en oeuvre en collaboration avec les autorités gouvernementales et locales et avec l'appui des universités et des instituts de recherche. L'Italie a été choisie comme pays pilote.

58. Un projet du programme scolaire est destiné aux élèves des écoles secondaires. Un deuxième projet, actuellement à l'étude, s'adresse aux élèves des établissements secondaires du premier cycle. L'instruction sera assurée par des officiers de police locaux.

59. Un autre projet du programme sur le lieu de travail vise à réunir des renseignements sur les connaissances et les attitudes des ouvriers et employés en ce qui concerne l'abus des drogues.

60. Dans le cadre du programme d'information, on est en train d'établir une brochure contenant des données de base sur l'abus des drogues qui sera distribuée par le réseau national de pharmacies. Un séminaire sur les aspects scientifiques de la prévention de l'abus des drogues a été organisé sous l'égide du Conseil italien de la recherche.

4. Département de l'information

61. Au titre de l'objectif 7 et conformément à la résolution 44/50 de l'Assemblée, en date du 8 décembre 1989, le Département de l'information a continué à diffuser des informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la lutte contre la drogue. Conformément à la demande de l'Assemblée, le Département a fait connaître à la fin de 1989 et au début de 1990, les activités suscitées par la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants qui s'est tenue au Siège du 20 au 23 février 1990. Il a assuré une couverture complète de la session, par la presse, à la radio et à la télévision, a produit et distribué en anglais, espagnol et français une pochette d'information sur les grandes questions qu'examinait l'Assemblée et a diffusé un programme télévisé "L'ONU en action" sur la lutte contre la drogue. Il a tenu une réunion d'information à l'intention des journalistes avant la session, ainsi que des conférences de presse pendant celle-ci. Dans des périodiques à large diffusion internationale, le Département a fait paraître des annonces d'intérêt général appelant l'attention sur cette session. Des entretiens radiophoniques et télévisés ont été organisés avec de hauts responsables de l'Organisation, tandis que des articles paraissaient dans diverses publications du Département. Le Département a établi et distribué en anglais, en espagnol et en français un résumé des principaux événements qui ont eu lieu durant la session extraordinaire, notamment la déclaration politique et le programme d'action de l'Assemblée, ainsi que la déclaration du Secrétaire général.

62. En collaboration avec la Division des stupéfiants, la brochure intitulée "Les Nations Unies et la lutte contre l'abus des drogues" a été révisée et mise à jour. Elle contient une section questions et réponses qui répond franchement aux questions que posent communément les jeunes sur le problème de la drogue. Un chapitre sur l'abus et le trafic illicite des drogues, qui figurait dans l'édition de 1989 des Notes for Speakers a également été révisé pour 1990. Les messages publicitaires produits par le Département sur le thème "Les Nations Unies luttent contre l'abus des drogues partout dans le monde" ont été et continuent d'être diffusés dans les grands périodiques d'information internationaux.

63. Organisé par le Département de l'information, au Siège, le programme pour la troisième Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues comportait une représentation théâtrale par des représentants d'un centre de traitement des toxicomanes, Daytop Village, une table ronde sur le traitement et la prévention et un message spécial du Secrétaire général. En réponse à l'appel lancé dans la résolution 43/121 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1988, et

réitéré dans la résolution 44/142 de l'Assemblée en faveur de programmes d'information s'adressant aux jeunes, la présentation de Daytop Village était centrée sur les aspects de la prévention de l'abus des drogues intéressant directement les jeunes et mettait en scène les moyens de faire face aux pressions exercées par leurs pairs ainsi que le rôle positif des groupes d'appui; un groupe d'adolescents invités a participé à la partie questions et réponses du programme.

64. Des communiqués de presse sur les activités de la journée ont été publiés au Siège et distribués par les services de relations publiques. Une affiche en anglais, en espagnol et en français, réalisée à partir du modèle prévu pour les annonces d'intérêt général, a été distribuée avant la célébration de la journée. En outre, les centres d'information des Nations Unies ont organisé avec des représentants des gouvernements et d'autres personnalités des cérémonies et des programmes pour commémorer la journée et diffusé le message du Secrétaire général ainsi que des informations sur les activités des Nations Unies en matière de lutte contre la drogue. Les activités et le thème de la journée ont fait l'objet de larges comptes rendus dans les médias.

65. En accord avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Département a assuré des services d'information et de liaison avec les Nations Unies à l'occasion du Sommet ministériel mondial de Londres où des pochettes de documentation, des brochures et autres matériels d'information ont été distribués et où les deux programmes vidéo de la série "L'ONU en action" ont été présentés sans interruption. Entre le 8 et le 11 avril 1990, environ 65 articles sur le Sommet ont paru dans les principaux journaux londoniens. Le Sommet a fait l'objet d'une très large publicité en Europe.

5. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

66. Durant la période considérée, la CESAP a multiplié ses activités de lutte contre l'abus des drogues; elle les a fait plus largement connaître dans la région, elle les a plus étroitement intégrés à d'autres domaines du développement social et a accru sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Elle a établi pour examen à sa quarante-sixième session, tenue à Bangkok du 4 au 13 juin 1990, un document intitulé "Principales questions dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues sous l'angle de la demande" 18/.

67. A sa quarante-sixième session, la Commission s'est déclarée particulièrement préoccupée du problème de plus en plus grave de l'abus des drogues dans la région, problème qui sort maintenant des limites nationales. La généralisation rapide de l'abus des drogues dans la région et la vulnérabilité de tous les groupes sociaux ont été soulignées. On a fait observer les liens qui existent entre l'offre et la demande de drogues et la violence et la corruption. On a également pris note de la nécessité urgente de mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour combattre l'abus des drogues et ses conséquences dans la région.

68. La CESAP a fait observer que la demande croissante de drogues illicites en Asie et dans le Pacifique avait des origines diverses mais reliées entre elles. L'abus des drogues était à la fois une menace au développement social et une conséquence du manque d'attention accordée à la dimension sociale du processus de développement. L'abus des drogues était aussi la conséquence, dans une certaine mesure, des changements sociaux qui accompagnent le développement économique.

/...

69. La CESAP a donné un aperçu des mesures qu'elle estimait nécessaire pour lutter efficacement contre l'abus des drogues. Elle a estimé en particulier qu'il fallait accorder une attention particulière au problème de l'environnement social. Les efforts de réduction devaient englober l'abus de la nicotine et de l'alcool, qui avait créé un contexte social favorable à l'abus des drogues. Les activités de prévention de l'abus des drogues devaient s'adresser aux familles, aux écoles et aux lieux de travail. Il fallait intégrer les activités des ONG, jugées essentielles pour réduire la demande, afin qu'elles s'épaulent les unes les autres. Des efforts internationaux étaient nécessaires, notamment l'échange de données et d'informations sur les techniques de prévention, de traitement et de rééducation appliquées avec succès.

70. La CESAP a félicité son secrétariat pour ses activités concernant la réduction de la demande de drogues. Elle a pris acte de sa participation à diverses initiatives importantes prises récemment par l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre l'abus des drogues, notamment la préparation du Schéma multidisciplinaire complet et du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

71. Elle a prié le secrétariat d'intensifier sa coopération technique aux efforts visant à lutter contre la demande de drogues. Parmi les points qui réclament une attention pressante on a mentionné l'étude des rapports entre l'abus des drogues et les conditions sociales, des coûts sociaux de l'abus des drogues et de l'efficacité des programmes de traitement et de réadaptation. Sur le plan régional, il fallait absolument améliorer les données et informations touchant l'abus des drogues sous l'aspect de la demande. On a demandé au secrétariat d'aider à réunir des données sur l'abus des drogues conformément aux recommandations contenues dans le rapport de l'atelier de la CESAP sur la collecte de données sur la lutte contre l'abus des drogues, intitulé "Analysis and Presentation: A Standard Format" 19/. On pourrait constituer un réseau régional d'échange d'informations par la publication d'un bulletin périodique. Le secrétariat devait aussi promouvoir la formation de spécialistes de la lutte contre l'abus des drogues, en organisant notamment des plans de carrière. La CESAP a demandé l'organisation d'une réunion régionale pour examiner les questions liées à la lutte contre l'abus des drogues sous l'angle de la demande.

72. La mise en oeuvre du projet sur l'organisation d'un programme de prévention de l'abus des drogues s'est poursuivie. Des ateliers nationaux ont eu lieu à Bombay (Inde) du 11 au 15 décembre 1989, Cha-am (Thaïlande) du 19 au 23 février 1990, Beijing du 9 au 13 avril 1990 et Manille du 21 au 25 mai 1990. Ces ateliers avaient pour thème la formation d'agents communautaires en Inde, la redéfinition de groupes cibles pour ses programmes de prévention et la formulation de politiques et programmes appropriés.

73. Des ressources extrabudgétaires ont été allouées à un projet relatif à la mise en oeuvre d'approches communautaires intégrées pour réduire la demande de drogues, projet qui sera exécuté en Chine, en Inde et aux Philippines.

74. Des négociations sont en cours afin d'obtenir l'aide d'un organisme gouvernemental d'un pays membre de la CESAP à la mise au point d'un programme d'information de la CESAP pour la prévention de l'abus des drogues.

75. L'abus des drogues est toujours au centre des activités de la CESAP destinées aux jeunes, notamment celles qui ont trait à la criminalité chez les jeunes.

76. Des services consultatifs ont été fournis à l'Institut chinois de toxicomanie pour l'aider à mettre au point un programme de prévention de l'abus des drogues destiné aux groupes vulnérables.

77. Des services consultatifs ont également été fournis à l'Université des Philippines concernant l'intégration de programmes d'éducation en matière de prévention de l'abus des drogues à des programmes d'éducation sanitaire plus vastes, notamment pour la mise au point de méthodes faisant appel à l'effort personnel en vue de faire face aux problèmes posés par l'abus des drogues.

6. Organisation internationale du Travail

78. L'OIT a continué d'élargir le champ d'application de son programme de réadaptation et de réinsertion sociale des anciens toxicomanes au niveau de la collectivité et de mesures de prévention et d'aide sur le lieu de travail en mettant davantage l'accent, comme telle est la tendance partout dans le monde, sur la réduction de la demande. Elle a aidé les Etats membres et les organisations - en collaborant aux recherches, en diffusant des informations et en envoyant des missions de consultants techniques - à mettre au point ou améliorer des programmes pour les travailleurs et les jeunes au chômage, les deux principaux groupes cibles.

79. La formation du personnel et la mise au point de programmes de démonstration sont au coeur des projets de coopération technique de l'OIT. Durant la période considérée, l'OIT a aidé 31 pays à effectuer des recherches, organiser des cours d'orientation et de formation et élaborer des programmes et des politiques au niveau communautaire et sur les lieux de travail.

80. Durant l'année, l'OIT a intensifié son approche interservices pour la mise en oeuvre du programme relatif aux drogues et à l'alcool. Les services responsables des conditions de travail et des activités de bien-être, de la sécurité et de l'hygiène du travail, de l'éducation ouvrière et de la planification de l'emploi et de la population intègrent à leurs activités, lorsqu'il y a lieu, les questions touchant la drogue et l'alcool. Parallèlement, l'OIT maintient des contacts et un dialogue ouvert avec d'autres organismes et l'ONU à l'occasion d'événements importants demandant une collaboration interinstitutions.

81. Dans le cadre de l'objectif No 4 du Schéma multidisciplinaire complet, l'OIT a poursuivi son action visant la prévention de l'abus des drogues et l'assistance sur le lieu de travail grâce à la formation de personnel, la promotion de programmes d'action et de modèles de démonstration dans différentes régions et a diffusé diverses publications de l'OIT sur le sujet. De nouvelles mesures ont été prises pour donner plus d'ampleur aux programmes sur l'alcool et la drogue des services responsables de l'éducation ouvrière et du bien-être des familles ouvrières en utilisant de nouveaux matériels conçus à cette fin.

82. Un projet sur les "programmes de prévention et d'assistance en faveur des travailleurs en proie à des problèmes liés à la toxicomanie et à l'alcoolisme", conjointement financé par la Commission des communautés européennes et le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin, a été lancé en 1989. Des groupes tripartites venus d'Inde, des Philippines, de Sri Lanka et de Thaïlande ont participé à un séminaire spécialisé qui a eu lieu à Turin en novembre 1989, ont fait un voyage d'étude en République fédérale d'Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni et ont élaboré ensuite des plans d'action au niveau national qui comportent l'organisation de nouveaux séminaires de formation et d'orientation qui auront lieu en 1990 et déboucheront sur des programmes d'action en matière de prévention et d'assistance dans des entreprises déterminées.

83. L'OIT a également commencé à réaliser une étude approfondie sur les initiatives sur les lieux de travail avec l'appui financier du Gouvernement des Etats-Unis. Cette étude a pour objet d'évaluer des programmes parrainés conjointement par les travailleurs et la direction, l'entreprise et les syndicats, dans sept pays industrialisés; de procéder à une analyse comparative des problèmes juridiques auxquels se heurtent ces programmes; d'identifier les obstacles qui entravent l'élaboration de programmes et la mise en oeuvre de stratégies permettant de les surmonter, et de définir des besoins en matière de formation. Cette étude fera l'objet d'un rapport contenant des conclusions, recommandations et directives qui seront présentées lors d'un colloque tripartite en 1991.

84. L'OIT a également appuyé un séminaire organisé par la Fédération pakistanaise du travail sur le rôle des syndicats dans la lutte contre l'abus des drogues, qui s'est tenu à Peshawar en juillet 1989. En collaboration avec la Littoral Foundation for Studies on National Defense and Public Security, il a également organisé un séminaire national sur l'alcoolisme et l'abus des drogues sur le lieu de travail, qui s'est tenu à Rosario (Argentine) en novembre 1989. A l'issue d'une mission technique consultative réalisée en octobre 1989 à Maurice et au Kenya, on a établi des projets de programmes nationaux de prévention de l'abus de l'alcool et des drogues en milieu ouvrier.

85. Un autre grand projet régional, financé par le Gouvernement norvégien, a également été lancé au début de 1990; il a pour objet la mise sur pied de centres de réadaptation et l'action sur le lieu de travail et dans la collectivité pour lutter contre la toxicomanie et l'alcoolisme. Ce projet est réalisé au Botswana, au Malawi, en Namibie, en République-Unie de Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Ces centres aideront les organisations d'employeurs et de travailleurs aussi bien que les entreprises à lancer des programmes de prévention destinés aux travailleurs.

7. Organisation mondiale de la santé

86. A la quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé qui s'est tenue à Genève en mai 1990, les Etats membres ont adopté à l'unanimité la résolution WHA.43.11 sur la réduction de la demande de drogues illicites, conformément aux recommandations faites par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa dix-septième session extraordinaire et au Sommet ministériel mondial de Londres. La résolution invite instamment les Etats membres à mettre en oeuvre énergiquement des programmes de santé, notamment en ce qui concerne la réduction de la demande et prie le Directeur général d'intensifier l'action de l'OMS pour réduire l'abus des drogues.

/...

87. En réponse aux demandes formulées dans cette résolution, le Directeur général de l'OMS a annoncé à l'occasion de la troisième Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues (26 juin 1990), la création d'un nouveau programme de l'OMS contre l'abus des drogues. Ce nouveau programme regroupe des activités exécutées dans le cadre de différents programmes techniques. Il vise principalement à : a) prévenir l'extension de l'abus des drogues chez les individus et dans les familles, les communautés et les pays, b) définir des approches efficaces pour le traitement de la pharmacodépendance et des maladies qui lui sont associées, c) intégrer des volets sanitaires aux programmes de développement élaborés pour réduire l'offre de stupéfiants et d) collaborer au contrôle de l'approvisionnement en substances psycho-actives licites.

88. Conformément au mandat de l'OMS en matière de santé, les activités entreprises dans le cadre de ce nouveau programme comprendront celles qui sont liées à la lutte contre l'abus de l'alcool et à la prévention de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et du SIDA. Ce nouveau programme est décrit plus en détail dans un document 20/ qui expose les mesures qui seront prises pour réduire la demande, contrôler l'approvisionnement et promouvoir la recherche et qui se termine par l'engagement d'intensifier les activités à tous les niveaux dans la lutte contre l'abus des drogues.

89. L'OMS, à qui il incombe de suivre l'évolution des tendances sanitaires, rassemble et diffuse périodiquement des données sur la mortalité et la morbidité liées à l'abus des drogues. Des efforts particuliers ont été faits durant la période considérée pour revoir la qualité et la pertinence de ces données afin d'être mieux à même de décrire la situation actuelle en ce qui concerne l'abus des drogues et de prévoir les tendances futures. Un important aspect de ce travail a trait à la normalisation de la nomenclature et à la mise au point d'instruments épidémiologiques et cliniques qui permettent des comparaisons dans divers contextes culturels. A cette fin, des consultations internationales approfondies ont eu lieu sur la mise au point définitive du chapitre de la Dixième révision de la classification internationale des maladies (CIM-10) qui traite des troubles causés par l'abus de substances psycho-actives. On a mis l'accent sur la compatibilité avec d'autres systèmes nationaux de diagnostic.

90. En collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'OMS élabore également des directives concernant les systèmes d'établissement de rapports sur l'abus des drogues, qui mettent l'accent sur les aspects sanitaires. Ces directives sont à la disposition de la Division des stupéfiants dans le cadre de l'effort international soutenu visant à améliorer le Système international d'évaluation de l'abus des drogues.

91. Une grande partie de l'utilité de meilleurs mécanismes de collecte de données est perdue si l'on ne veille pas à ce que les renseignements recueillis servent à la mise au point de programmes. A cette fin, l'OMS a élaboré, après des consultations approfondies avec l'ensemble de ses bureaux régionaux et avec des experts partout dans le monde, un document clef sur les mesures à prendre pour réduire les problèmes de santé liés à l'abus de l'alcool et des drogues. L'objet de ce document est de mettre à la disposition des responsables un cadre où puissent s'inscrire des mesures à court et à long termes dans le contexte des programmes nationaux de développement. Il propose une série d'activités qui peuvent être

entreprises immédiatement avec peu de ressources financières ou humaines. Il donne un schéma plus détaillé d'un plan d'action générale à long terme qui porte non seulement sur le secteur de la santé mais également sur d'autres secteurs dont s'occupent les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

92. Comme on l'a indiqué plus haut, les activités de l'OMS touchant la prévention de la transmission du VIH et la prévention de l'abus des drogues sont souvent liées entre elles. Plutôt que d'y voir une source de complications, l'OMS s'est efforcée d'utiliser ce lien pour renforcer ses programmes dans les deux domaines. Deux consultations ont eu lieu à Genève à la fin de 1989 en vue de définir l'orientation que doivent prendre les travaux de l'OMS pour ce qui est de la mise au point d'une approche intégrée en matière de prévention. La première de ces consultations a été consacrée à la prévention primaire et plus particulièrement à la formulation de recommandations sur les mesures à prendre pour faire mieux prendre conscience des conséquences néfastes pour l'organisme de l'abus des drogues, sur l'utilisation de l'épidémiologie et de l'évaluation dans les programmes de prévention et sur la formulation de politiques visant la réalisation des objectifs fixés en matière de santé publique.

93. La deuxième consultation a été consacrée au problème de l'injection de la drogue. On a examiné (en plus du problème de la transmission du VIH) tous les risques sanitaires liés à l'injection de la drogue et on a fait appel à toutes les données disponibles pour identifier les groupes les plus vulnérables. On a élaboré des directives provisoires qui touchent tout le domaine de la prévention et, dans ce contexte, des stratégies de réduction des risques. Par ailleurs, des propositions ont été faites pour mettre à l'essai des mesures destinées aux toxicomanes qui ne se sont jamais piqués à l'aide d'une seringue mais risquent de le faire et à ceux qui ont utilisé une seringue en quelques occasions.

94. Depuis l'apparition dans le contexte familial de nombreux problèmes liés à l'usage de la drogue, l'OMS s'intéresse aux méthodes utilisées par les familles pour y faire face et essaie de les renforcer. Ce travail, commencé sous la forme d'une étude pilote au Mexique et au Royaume-Uni, a conduit à l'élaboration d'un protocole de recherche pour une étude internationale faisant appel à des techniques behavioristes et ethnographiques. Avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues on met au point des matériels qui seront utilisés en Amérique du Sud et en Amérique centrale dans le cadre des soins de santé primaires. Dans cette attente, une autre proposition a été faite pour la réalisation d'une étude des stratégies des organisations communautaires et des médias pour prévenir les effets nocifs de l'usage des drogues.

95. Les analogues de substances contrôlées ou "drogues sur mesure" continuent de présenter un grave problème, notamment dans certains pays industrialisés. On a mis au point un plan de travail pour la préparation d'un manuel d'information dont l'objet est de fournir aux responsables nationaux des activités de prévention des données sur les effets nocifs de l'abus de certains de ces produits nouveaux et extrêmement dangereux. Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues oeuvre aussi en ce sens.

96. Durant la période considérée, l'OMS a resserré sa collaboration avec un nombre de plus en plus grand d'organisations non gouvernementales actives aux niveaux national, régional et mondial. Certaines de ces organisations s'intéressent principalement au problème de l'abus des drogues, d'autres ont un champ d'action sanitaire ou social plus vaste. La mise en place de réseaux de collaboration permet aux ONG d'élargir leur champ d'action en matière d'abus des drogues.

8. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

97. A la Conférence générale de l'Unesco, qui s'est tenue en octobre et novembre 1989, les Etats membres ont adopté une résolution (1.4) 21/ demandant l'intensification de la coopération multilatérale et interinstitutions contre l'abus des drogues et le renforcement du programme d'éducation préventive au sein du secrétariat. Les activités de l'Unesco en 1989-1990 ont visé à appliquer les dispositions de cette résolution et ont été réalisées conformément aux recommandations du Schéma multidisciplinaire complet de 1987 et aux directives du Programme d'action mondial de 1990.

98. En septembre 1989, l'Unesco a accueilli une réunion de coordination interinstitutions. La participation de plusieurs services de l'Organisation a permis d'examiner en profondeur l'approche interdisciplinaire adoptée pour prévenir l'abus des drogues (objectif No 3). Le Directeur général a réaffirmé le désir de l'Unesco de collaborer avec d'autres organismes des Nations Unies. A l'issue de cette réunion et conformément aux recommandations adoptées par la réunion commune du CAC et du CPC en octobre 1989, ainsi qu'aux dispositions de la résolution 44/141 de l'Assemblée générale, l'Unesco a décidé de participer à la formulation du Plan d'action à l'échelle du système pour la lutte contre l'abus des drogues.

99. L'Unesco a également participé à l'élaboration du questionnaire envoyé par la Division des stupéfiants pour évaluer les progrès réalisés dans la prévention et la réduction de la demande de drogue (voir la résolution 1989/14 du Conseil économique et social, en date du 22 mai 1989) et le Programme d'action mondial (A/S-17/11, annexe, chap. II A, par. 15).

100. L'Unesco a fourni aussi un appui technique pour la mise en oeuvre de projets d'éducation préventive financés par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues au Ghana, au Sénégal et au Myanmar.

101. Les enquêtes épidémiologiques réalisées au Ghana et au Sénégal ont fait l'objet de deux rapports 22/ qui donnent un aperçu géographique et socio-économique de la consommation de drogues licites et illicites par les jeunes dans ces pays. Une fois affinés et condensés, ces rapports seront publiés.

102. Deux nouveaux projets au Ghana et au Sénégal 23/ établis à partir des résultats obtenus, visent à mettre en oeuvre des mesures d'éducation préventive. L'accent est mis sur l'utilisation de ressources locales pour les activités extrascolaires.

103. Dans le contexte de la coopération interinstitutions, l'Unesco et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues préparent un projet commun visant à examiner les ressources et les insuffisances des programmes d'éducation préventive dans certains pays pilotes, non seulement pour lancer des activités locales appropriées, mais également pour produire des "guides régionaux" destinés à faciliter l'application de stratégies en matière d'éducation (par exemple, les techniques préventives inscrites aux programmes scolaires, l'utilisation de structures communautaires et les campagnes d'organes d'information). L'Unesco a commencé à réunir et analyser des données sur les techniques d'éducation préventive récemment utilisées dans divers pays.

104. A la réunion pour les Amériques sur la programmation et l'exécution du plan d'action interaméricain : l'éducation dans la campagne contre l'abus des drogues (Quito, mai/juin 1990), des négociations ont eu lieu entre l'Unesco et le Ministère équatorien de l'éducation quant à la création d'un centre régional chargé d'élaborer du matériel pédagogique pour lutter contre l'abus des drogues, en coopération avec d'autres organisations et avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

105. L'Unesco s'est associée à d'autres organismes pour proclamer le 31 mai Journée mondiale sans tabac, et le 26 juin Journée internationale contre l'abus des drogues.

106. Pour promouvoir la diffusion et l'échange d'informations (objectif No 3) [voir le Programme d'action mondial (A/S-17/11, chap. II A, par. 12 à 19)] de la documentation sur l'éducation préventive pour lutter contre l'abus des drogues, a été périodiquement envoyée aux Etats membres (33), aux institutions concernées (33) et aux professeurs et étudiants (18). En collaboration avec l'OMS, l'Unesco a établi un centre de documentation pédagogique pour l'éducation des jeunes à l'école, et en particulier en ce qui concerne la transmission du virus du SIDA par injection intraveineuse de drogues.

107. Un projet pour la préparation d'un répertoire des institutions locales d'éducation préventive est en cours.

108. L'Unesco a assuré un appui financier au séminaire sur les causes profondes de l'abus des drogues et du sous-développement dans les pays du tiers monde (Luxembourg, 2-4 octobre 1989), qui a par la suite été désigné sous le nom de Campagne européenne d'information sur la toxicomanie. L'objet de ce séminaire international organisé par deux ONG et le Gouvernement luxembourgeois était de faire intervenir des pays du tiers monde dans la réflexion européenne sur la toxicomanie.

109. L'Unesco prépare conjointement avec la CEE un projet sur la publication d'un bulletin d'information international consacré aux activités en cours et aux publications récentes sur l'éducation préventive contre l'abus des drogues.

110. En vue d'assurer une meilleure formation en matière de prévention de l'abus des drogues [voir le Programme d'action mondial (A/S-17/11, chap. II A, par. 11)], l'Unesco a organisé, avec le Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie, un séminaire de formation qui devait se tenir à Accra en septembre 1990. En outre, cette année, deux séminaires de formation ont eu lieu à Dakar et plusieurs stages de formation internationaux ont été organisés au titre du projet du Myanmar.

111. Un accord pour un appui technique et financier a été conclu entre l'Unesco et l'Université de La Plata en Argentine pour la formation du personnel universitaire chargé de l'éducation préventive contre l'abus des drogues. Enfin, dans le cadre de son programme de participation, l'Unesco a approuvé cette année la demande d'assistance financière du Ministère argentin de l'éducation et de la justice pour l'exécution d'un projet "drogues et prévention" destiné à éduquer et sensibiliser des groupes cibles aussi bien à l'école que hors de l'école.

C. Traitement et réadaptation

112. Des renseignements sur les activités relatives au traitement et à la réadaptation ont été fournis par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, la CESAP, l'OIT et l'OMS.

1. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires

113. Conformément aux objectifs Nos 29, 32 et 34, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale a fourni une assistance aux Etats Membres, aux centres de liaison nationaux, aux organisations et aux spécialistes, ainsi qu'à d'autres experts et groupes intéressés, grâce à l'échange d'informations sur les problèmes de gestion des prisons, y compris le traitement des détenus toxicomanes. Le Service de la prévention du crime et de la justice pénale a établi à l'intention du huitième Congrès trois rapports 24/, qui portent sur les politiques de justice pénale en rapport avec l'emprisonnement, les autres sanctions pénales et les mesures de substitution ainsi que la recherche dans ce domaine et qui accordent une attention particulière aux délits liés à la drogue et à leurs auteurs.

114. Dans le contexte des objectifs Nos 33 et 34, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale a collaboré avec l'OMS dans le cadre de son Programme mondial de lutte contre le SIDA en vue d'exécuter un projet sur le SIDA dans les prisons. Un rapport sur ce sujet, qui a été présenté au huitième Congrès, traite de l'épidémiologie du phénomène, des problèmes qu'il pose pour la gestion des prisons et du traitement des détenus.

115. L'Institut d'Helsinki pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a organisé une réunion d'un groupe d'experts sur la transmission du VIH et le SIDA dans les prisons scandinaves, en accordant une attention particulière à l'utilisation de drogues par injection intraveineuse dans les prisons, conformément aux objectifs Nos 33 et 34. L'objectif général était d'établir une base pour des projets de coopération technique en faveur des pays demandant une assistance en matière de gestion des prisons où il y a des détenus infectés par le VIH et de contribuer à l'élaboration de principes directeurs pour les administrateurs des prisons.

2. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

116. Le projet CESAP/OMS sur la réadaptation des toxicomanes en Asie et dans le Pacifique s'est achevé. Des études ont été communiquées par le Myanmar et la Thaïlande. Un document de synthèse concernant les études des pays a été achevé et sera bientôt publié. Une réunion de suivi s'est tenue au siège de la CESAP à Bangkok les 25 et 26 janvier 1990.

/...

117. Un projet CESAP/OMS sur l'établissement de systèmes d'information concernant spécialement les utilisateurs de drogues administrées par voie intraveineuse est en cours d'élaboration. Ce projet sera exécuté conjointement avec le projet de la CESAP sur la mise au point de méthodes communautaires intégrées de lutte contre l'abus des drogues mentionné ci-dessus. Deux publications sur l'abus des drogues ont été établies et diffusées.

118. Des services consultatifs ont été fournis au Département de la santé du Ministère de la santé du Myanmar au sujet de la coordination des activités de suivi de la réadaptation des toxicomanes entre le Ministère de la santé et le Ministère du travail et de la protection sociale. Des services consultatifs ont été fournis à la Direction de la santé de l'Etat de Maharashtra (Inde), au Département municipal de la santé publique de Bombay et à une organisation non gouvernementale au sujet des possibilités d'intégration des activités de lutte contre l'abus des drogues aux activités concernant d'autres problèmes sociaux.

3. Organisation internationale du Travail

119. Conformément à l'objectif No 29, les activités de l'OIT sont centrées sur l'élaboration de politiques appropriées et d'une législation concernant la réadaptation et la réinsertion sociale des toxicomanes traités. Les questions relatives aux politiques et à la programmation sont examinées par le biais de missions consultatives techniques, d'ateliers d'orientation et de stages de formation. En novembre 1989, par exemple, un atelier d'orientation et de formulation de programmes sur la réadaptation des toxicomanes à l'intention des pays du Moyen-Orient s'est tenu à Amman avec la collaboration du Gouvernement jordanien et grâce à un financement conjoint du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et de l'OIT. Des représentants de 10 pays ont participé à cet atelier et ont formulé un certain nombre de recommandations sur la base desquelles une proposition de projet régional concernant la création de services de réadaptation a ensuite été élaborée.

120. Conformément à l'objectif No 30, la monographie de l'OIT sur les méthodes de réadaptation des toxicomanes et des alcooliques a été traduite en français et en espagnol, et elle est largement diffusée et utilisée dans les stages de formation. Une brochure qui décrit les principaux éléments des modalités et des techniques de réadaptation examinées pendant les stages de formation de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est en cours d'élaboration.

121. Des missions consultatives techniques et des stages de formation sont organisés d'une manière continue pour aider les Etats Membres à examiner et à choisir des options de programmation, conformément à l'objectif No 31. On veille particulièrement à évaluer les implications des différentes options en tenant compte du contexte socio-culturel. Les adaptations nécessaires en ce qui concerne la conception et le contenu sont évaluées avec soin et l'accent est mis sur l'élaboration d'un programme à modalités multiples, surtout dans le contexte d'une approche fondée sur la participation communautaire. Au cours de la période considérée, des missions consultatives techniques ont été envoyées au Botswana, en Jordanie, au Kenya, au Malawi, en Malaisie, à Maurice, au Myanmar, en République-Unie de Tanzanie, en Thaïlande, en Zambie et au Zimbabwe.

122. Conformément aux recommandations de l'objectif No 32, la formation du personnel constitue l'activité principale des programmes de l'OIT relatifs aux stupéfiants. Les programmes entrepris sont présentés ci-après au cours de la période considérée.

Stages de formation BIT/PNUD/ANASE destinés aux spécialistes de la réinsertion des toxicomanes

123. Sur la base des recommandations découlant de ce projet, on met actuellement au point du matériel d'enseignement pouvant être facilement utilisé au niveau national pour organiser des stages de formation sur différents aspects de la réinsertion destinés à différents groupes cibles. Ce matériel comprend des programmes d'enseignement composites et un catalogue de matériel didactique qui ont été communiqués aux gouvernements participants. Une brochure sur les principes de base ainsi que les techniques et les méthodes examinées pendant les stages est également en cours d'élaboration, de même qu'une bande vidéo servant à la formation en matière de réinsertion.

Programme régional BIT/PNUD pour l'Asie concernant la réinsertion des toxicomanes sur la base de la participation communautaire

124. Ce projet a pour objet d'aider les pays participants à élaborer des programmes de démonstration concernant la réinsertion des toxicomanes sur la base de la participation communautaire. Un stage de formation régional ainsi que des stages de formation nationaux doivent avoir lieu afin de mettre au point les programmes de démonstration. Dans le cadre des préparatifs, deux consultants du BIT ont entrepris en novembre-décembre 1989 des missions dans les pays visés (Bangladesh, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) pour évaluer et coordonner les besoins en matière de suivi. Suite à ces missions, un programme d'enseignement a été formulé et des préparatifs sont en cours afin d'organiser le stage de formation régional à Rawalpindi (Pakistan) en octobre 1990.

Projet BIT/Norvège concernant l'établissement de centres spécialisés pour la réadaptation, les initiatives sur les lieux de travail et l'action communautaire contre l'abus des drogues et l'alcoolisme

125. Dans le cadre de ce projet, on envisage d'organiser une série de stages d'orientation et de formation régionaux et nationaux en vue d'établir des centres spécialisés au Botswana, au Malawi, en Namibie, en République-Unie de Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Des préparatifs ont déjà eu lieu en vue d'organiser une réunion d'un groupe de réflexion composé des chefs des organismes de lutte contre la drogue de la région afin d'examiner cette question en décembre 1990. Un stage de formation destiné aux fonctionnaires responsables de l'établissement des centres spécialisés est prévu au début de 1991.

Assistance aux stages de formation du personnel africain en matière d'abus des drogues

126. Le BIT a collaboré avec le Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies en fournissant les services d'un spécialiste ainsi que des publications au stage de formation pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe sur l'abus des drogues, qui s'est tenu à Maurice en novembre 1989.

Programme FNULAD/Myanmar de lutte contre l'abus des drogues

127. Quatre fonctionnaires myanmar ont achevé un stage de deux ans organisé par le BIT et menant à une maîtrise en action sociale à l'Institut des sciences sociales de Bombay. Deux autres fonctionnaires ont reçu des bourses de perfectionnement pour suivre un stage de six mois sur la réadaptation des toxicomanes en Norvège.

FNULAD/Thaïlande - Mise au point d'un programme pilote pour la réinsertion professionnelle et sociale des toxicomanes

128. Un séminaire a été organisé en août 1989 pour permettre au personnel des services intéressés à Bangkok de prendre connaissance des principes, des approches et des techniques utilisés dans ce projet ainsi que des procédures d'orientation.

Création d'un service de réadaptation des toxicomanes fondé sur la participation communautaire à Harare

129. Un séminaire d'orientation et de formation sur la réadaptation des toxicomanes a été organisé en décembre 1989 à l'intention du personnel du projet et de représentants des bureaux de protection sociale du district et des polycliniques. Un stage de formation aux initiatives sur les lieux de travail a également été tenu en février 1990 à l'intention des organismes coopérants.

130. L'objectif No 35 (réinsertion sociale des personnes ayant participé à des programmes de traitement et de réadaptation) est le but ultime de tous les projets du BIT, et toutes les activités sont conçues de manière à aider les toxicomanes traités au cours du processus de réinsertion et d'ajustement à la vie familiale et sociale et au milieu de travail. Dans tous les projets régionaux et nationaux susmentionnés, on s'efforce d'atteindre cet objectif grâce à l'élaboration de programmes appropriés de postcure, à la participation de la famille, à des activités rémunératrices, ainsi qu'aux liens avec la collectivité et à la participation communautaire où la collaboration avec les ONG joue un rôle important.

4. Organisation mondiale de la santé

131. Dans le contexte de ses stratégies mondiale et régionales, l'OMS met au point des techniques pour renforcer la capacité des services de soins de santé primaires de faire face aux problèmes posés par l'abus des drogues. Ces efforts portent en particulier sur la fourniture de matériel de formation correspondant aux besoins des agents sanitaires des collectivités dans les pays en développement. Avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, une série de documents de formation a été produite et publiée par l'OMS sous la forme d'un ensemble complet de matériel didactique accompagné de directives pour les instructeurs. Ces documents portent sur différents aspects de la manière dont la collectivité peut réagir face à l'abus des drogues et à la toxicomanie. Ils existent déjà en anglais, en espagnol et en français; la publication d'autres versions linguistiques est prévue avant la fin de 1990. Tous ces documents ont été mis à l'essai lors de stages de formation pilotes organisés dans des pays en développement.

/...

132. L'amélioration de la formation des agents sanitaires et des autres personnes qui doivent faire face aux problèmes de l'abus des drogues a pour objectif de contribuer à la qualité des soins offerts à ceux qui sont victimes de ce problème. Dans de nombreux pays, la qualité réelle des soins est inférieure aux normes recommandées par les autorités nationales elles-mêmes. Avec l'appui du FNULAD, on a entrepris une activité visant à mettre au point des méthodes qui peuvent être utilisées, soit au niveau des districts soit au niveau national, pour promouvoir et maintenir des normes appropriées de soins. Une série de programmes permettant d'évaluer la qualité des soins aux différents stades du traitement a été élaborée. Quatre de ces programmes (prise en charge; traitement de l'intoxication aiguë; traitement de l'état de manque; traitement de la dépendance) ont été mis à l'essai dans des pays en développement et des pays développés. Les travaux se poursuivent au Ghana et aux Pays-Bas afin de réviser ces programmes en tenant compte de cette expérience. Entre-temps, une série d'annexes à ces programmes sont en cours d'élaboration, de manière à encourager leur application dans les circonstances les plus diverses.

133. Etant donné, entre autres facteurs, que les seringues contaminées sont devenues une source de plus en plus commune de l'infection par le VIH dans de nombreux pays, il y a un regain d'intérêt pour l'emploi de la méthadone dans le traitement de l'opiomanie. L'OMS a établi un rapport 25/ sur cette question, qui comprend un certain nombre de monographies nationales illustrant les différentes perspectives concernant la méthadone et qui se fonde sur ces monographies pour tirer certaines conclusions générales concernant les politiques et les pratiques. Ce rapport ne constitue pas un aperçu mondial détaillé et il n'est pas le résultat d'un consensus scientifique ou clinique. Son objectif est plutôt de rassembler toute une série de données d'expériences actuelles qui peuvent être ainsi comparées et analysées et servir de base à la suite du débat sur l'emploi de la méthadone dans le traitement de l'opiomanie.

134. Un grand nombre des activités décrites ci-dessus, aussi bien en ce qui concerne la prévention et la réduction de la demande que le traitement et la réadaptation, ont pour objet de fournir des informations techniques qui peuvent renforcer directement l'efficacité des efforts entrepris aux niveaux local et national pour lutter contre l'abus des drogues. Cela peut être appliqué immédiatement à un aspect des activités de l'OMS, à savoir les programmes de pays financés par le FNULAD où l'OMS sert d'agent d'exécution. Ces programmes prévoient généralement le renforcement des services de réduction de la demande et de traitement dans le contexte d'une approche internationale plus vaste en matière d'abus des drogues. Des programmes de pays sont en cours d'exécution dans cinq des six régions de l'OMS. Ils constituent un vif exemple de la manière dont un partenariat réel peut être instauré entre les organisations non gouvernementales, les autorités nationales, le FNULAD et l'OMS.

D. Elimination de l'offre de drogues provenant de sources illicites

135. En ce qui concerne l'élimination de l'offre de drogues provenant de sources illicites, un certain nombre d'activités concrètes ont été indiquées par la Division des stupéfiants, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Les activités entreprises par le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues sont décrites dans une autre partie du présent rapport.

/...

1. Division des stupéfiants

136. Conformément à l'objectif No 14, la Division des stupéfiants a organisé une réunion d'un groupe d'experts sur la télédétection de cultures illicites de plantes servant à la fabrication des stupéfiants 26/, qui s'est tenue à Vienne du 23 au 27 octobre 1989. Y ont assisté des experts venant des pays qui ont les capacités techniques nécessaires pour produire des images de satellite à haute résolution ainsi que des experts venant des pays où l'on sait qu'il existe des cultures illicites (de cannabis, de coca et de pavot à opium). En vue d'atteindre l'objectif No 15, la Division des stupéfiants a organisé une réunion d'un groupe d'experts sur les méthodes écologiques d'élimination des plantes servant à la fabrication de stupéfiants, qui s'est tenue à Vienne du 4 au 8 décembre 1989 27/. Le groupe d'experts a évalué les herbicides qui peuvent être utilisés pour éliminer sans danger les cultures illicites des trois plantes susmentionnées, en tenant compte des différents milieux et des différentes conditions qui seront probablement rencontrés. Les rapports et les recommandations de ces groupes d'experts ont été approuvés par la Commission des stupéfiants à sa onzième session extraordinaire.

137. Comme suite à une recommandation qui avait été faite initialement en 1988 à la quatorzième réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues pour l'Asie et le Pacifique, la Commission des stupéfiants a suggéré que la Division des stupéfiants entreprenne une étude sur les incidences juridiques et les problèmes concernant la destruction avant jugement de drogues ou d'autres substances saisies devant être utilisées comme éléments de preuve. Suite à cette demande et conformément aux dispositions pertinentes de la Convention de 1988, un groupe d'experts chargés d'étudier la destruction avant jugement de stupéfiants, de substances psychotropes, de précurseurs et de produits chimiques essentiels saisis s'est réuni à Vienne du 13 au 17 novembre 1989 28/. Le groupe d'experts a passé en revue la législation et la réglementation en vigueur concernant la destruction avant jugement et les mesures pratiques proposées pour la destruction ou l'élimination légale des drogues ou autres substances saisies sans que cela entrave les conditions à remplir pour l'établissement des preuves.

2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

138. La FAO considère que son rôle principal consiste à identifier, formuler et exécuter des activités sur le terrain concernant les cultures de substitution dans le cadre de programmes de développement rural intégré qui tiennent compte de la situation sociale et économique des populations rurales qui produisent des drogues illicitement.

139. La contribution de la FAO correspond aux objectifs Nos 14, 15 et 16 du Schéma multidisciplinaire complet adopté en 1987 par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicites des drogues. A cet égard, la FAO considère que son rôle dans l'élimination de l'offre de stupéfiants est essentiellement fonction de la demande, c'est-à-dire qu'il est entièrement déterminé par les demandes d'assistance formulées soit par les gouvernements des Etats Membres, soit par les organismes de financement.

/...

140. A cette fin, la FAO dispose de personnel technique de réserve capable d'aider les autorités nationales dans les domaines suivants :

141. a) Utilisation de la télédétection pour la collecte et l'évaluation d'informations de base sur la production de stupéfiants (objectif No 14 du Schéma multidisciplinaire complet) :

- i) Identification des plantes servant à fabriquer des stupéfiants;
- ii) Réalisation de levés aériens des zones suspectes;
- iii) Interprétation des photographies aériennes;
- iv) Interprétation des images de satellite à haute résolution;
- v) Télédétection séquentielle.

b) Utilisation écologique d'herbicides pour l'élimination des cultures servant à fabriquer des stupéfiants (objectif No 15 du Schéma multidisciplinaire complet) :

- i) Identification des herbicides appropriés;
- ii) Organisation de l'approvisionnement en herbicides;
- iii) Manutention et utilisation des herbicides, y compris les techniques de pulvérisation (en accordant une attention particulière aux considérations d'ordre écologique et sanitaire);
- iv) Utilisation de méthodes biologiques ou d'autres méthodes.

c) Reconversion des zones antérieurement consacrées à la culture illicite de plantes servant à fabriquer des stupéfiants (objectif No 16 du Schéma multidisciplinaire complet) :

- i) Elaboration de modèles de développement rural intégré pour les zones consacrées à la culture illicite de plantes servant à fabriquer des stupéfiants;
- ii) Formulation de plans de développement rural intégré pour certains pays ou certaines régions dans certaines conditions;
- iii) Conception et exécution de programmes spécifiques de développement rural dans des domaines tels que : les politiques agricoles et les programmes de développement visant à accroître la sécurité alimentaire et la production de revenus; la diversification des cultures; les systèmes agricoles; la réforme agraire et la colonisation rurale; la gestion des coopératives et la participation populaire; les stratégies agro-industrielles; la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes; les mesures dans le domaine de l'éducation ainsi que les activités de vulgarisation et de formation; les campagnes d'information; la réinsertion sociale des toxicomanes en milieu rural.

/...

d) Collecte des autres données de base dont on a besoin pour formuler et exécuter des projets intégrés de substitution de cultures dans les pays où, politiquement et techniquement, ces projets concerneraient la substitution des cultures dans l'ensemble du territoire et où le gouvernement s'est fermement engagé à appuyer les mesures d'incitation nécessaires.

141. Etant donné que les techniques et les approches conceptuelles dans les quatre domaines susmentionnés sont bien connues et éprouvées, elles n'exigent pas de nouvelles activités dans le cadre du programme ordinaire (fixation de normes, enquêtes, promotion de la concertation avec les gouvernements, etc.).

142. Les besoins futurs en ce qui concerne les apports, les calendriers et les activités spécifiques d'appui aux gouvernements nationaux dépendent des progrès généraux réalisés dans le cadre du Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale (A/S-17/11, annexe) et du fait que les Etats Membres et les organismes de financement se rendent compte qu'ils peuvent tirer parti des capacités de la FAO pour leurs programmes de développement rural intégré et de substitutions de cultures. La reprise de toute activité sur le terrain aurait bien entendu des incidences sur le programme ordinaire de la FAO en termes de collecte d'informations et d'appui technique.

143. La FAO a participé aux principales manifestations organisées par le système des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues. Elle participe aussi régulièrement aux mécanismes de coordination sur cette question, en particulier les réunions spéciales interinstitutions, et elle a contribué à la formulation récente d'un plan d'action à l'échelle du système. La FAO accueillerait avec satisfaction une meilleure coordination au sein du système des Nations Unies et, en particulier, une plus grande intégration des différents services du Secrétariat de l'ONU qui s'occupent des questions de stupéfiants.

144. La FAO a bénéficié dans le passé d'un financement limité du FNULAD pour quelques projets sur le terrain. Bien entendu, la FAO accueillerait favorablement la poursuite d'une coopération avec le FNULAD, sur la base du Mémoire d'accord signé entre les deux organismes en 1979.

3. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

145. Au cours de la période considérée, l'ONUDI a envoyé sur le terrain trois experts en agronomie, en pharmacie et en commercialisation chargés d'une mission d'assistance préparatoire afin d'évaluer le potentiel de production et de traitement des plantes médicinales et aromatiques dans les régions de Yungas et de Chapare en Bolivie. Dans son rapport, l'expert en commercialisation se montre très positif puisqu'il estime que la culture et le traitement de certaines plantes médicinales et aromatiques peut fournir aux agriculteurs un revenu équivalent à celui de la culture du coca et que cela pourrait donc contribuer à la réduction des zones consacrées à cette culture. Les experts en botanique/agronomie et en pharmacognosie/pharmacie ont procédé à une évaluation générale de l'infrastructure institutionnelle et industrielle dans le domaine de la culture et du traitement des plantes médicinales et aromatiques en Bolivie, et ils ont établi une longue liste

de recommandations sur la manière d'utiliser et d'agrandir les installations existantes dans le cadre d'une stratégie à court ou moyen terme. A long terme, il conviendrait d'utiliser la riche flore indigène de la Bolivie et d'introduire de nouvelles cultures pour l'obtention de nouveaux produits ayant une valeur d'exportation élevée ou pour les industries produisant des denrées alimentaires et des boissons, des cosmétiques ou des produits pharmaceutiques aux fins de la substitution des importations.

146. Une proposition de projet qui tient compte de cette recommandation a été établie et sera envoyée en Bolivie en septembre 1990. Elle prévoit la domestication et la culture des plantes médicinales et aromatiques ainsi que leur traitement. Il convient de souligner que la mise en place d'installations de traitement est cruciale pour un projet de ce type car elle permet d'assurer aux agriculteurs un écoulement continu des matières premières végétales ainsi que la vente des produits naturels aux industries d'aval et pour l'exportation.

E. Suppression du trafic illicite

147. Dans le contexte de la présente section du rapport, des activités ont été indiquées par la Division des stupéfiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants, le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, la Commission économique pour l'Europe, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Union postale universelle et l'Organisation maritime internationale.

1. Division des stupéfiants

148. Conformément à l'objectif No 21, et comme indiqué plus haut au paragraphe 137, la Division des stupéfiants a organisé en novembre 1989 une réunion d'un groupe d'experts sur la destruction avant jugement des stupéfiants saisis, dont le rapport et les recommandations ont été approuvés par la Commission des stupéfiants en février 1990.

149. Conformément à la résolution 44/142 de l'Assemblée générale, la Division des stupéfiants a organisé une réunion d'un groupe d'experts chargés d'étudier les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues, qui s'est tenue à Vienne du 21 au 25 mai et du 9 au 20 juillet 1990. Les participants à la réunion étaient saisis des vues des gouvernements concernant la portée et le contexte d'une telle étude, qui avaient été sollicitées par la Division des stupéfiants au nom du Secrétaire général. Le rapport du groupe d'experts contient un certain nombre de recommandations, dont certaines ont pour objet d'atteindre l'objectif No 23 et d'aider les Etats à appliquer l'article 5 (Confiscation) de la Convention de 1988.

150. Afin de contribuer à la fixation de normes pour la stratégie internationale de formation, la Division des stupéfiants est en train d'élaborer un manuel de formation qui a pour objet d'améliorer, de simplifier et de rendre plus efficace la formation des spécialistes de la répression en matière de drogues, afin d'améliorer les résultats qu'ils obtiennent dans la répression du trafic illicite dans le monde entier.

/...

151. Conformément à la résolution 1988/12 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1988, la Division des stupéfiants a entrepris plusieurs activités visant à élaborer une stratégie internationale à long terme de formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues, en mettant l'accent sur la coordination, la définition de normes et la formation appliquée. Afin de faciliter et de promouvoir la coordination des activités entre les organismes de répression, la Division continue à mettre à jour et à publier deux fois par an un calendrier des activités de formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues.

152. La deuxième Réunion interrégionale des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues s'est tenue à Vienne du 11 au 15 septembre 1989. Y ont assisté des représentants de 101 Etats, de 10 organisations intergouvernementales, de 12 organisations non gouvernementales, ainsi que d'organes des Nations Unies et d'instituts de recherche. Les recommandations adoptées ont été approuvées par la Commission des stupéfiants en février 1990.

153. En 1990, les organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants ont recommencé à tenir des réunions dans la région intéressée. La Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, qui s'est réunie à Vienne les 24 et 25 janvier 1990, doit se réunir à l'automne en République islamique d'Iran. La troisième Réunion pour l'Afrique des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues s'est tenue au Caire du 4 au 8 juin 1990 et trois autres réunions de ce type, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, pour l'Asie et le Pacifique, et pour l'Europe se tiendront dans les régions respectives avant la fin de 1990. La Division des stupéfiants a continué de servir de secrétariat technique pour ces réunions régionales.

154. Conformément à la résolution 1988/9 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1988, le Laboratoire de la Division des stupéfiants a poursuivi ses activités concernant la création et le renforcement de laboratoires nationaux. Dans ce contexte, du matériel, des matériaux et des informations ont été fournis aux laboratoires nationaux de la Colombie, de l'Egypte, de la Jordanie, du Pakistan et de l'Uruguay. En outre, dans le cadre d'un projet concernant spécifiquement le continent africain, huit laboratoires de ce type ont été créés au Botswana, au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Gambie, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie, au Togo et en Zambie.

155. Comme suite à une recommandation de la Commission des stupéfiants, la Division des stupéfiants a entrepris une collaboration volontaire dans le domaine de la formation avec la participation d'un certain nombre de laboratoires nationaux et la mise au point de programmes internationaux de formation de base et spécialisée aux méthodes d'analyse des drogues saisies. Le renforcement des laboratoires régionaux de formation de Bangkok et de Buenos Aires s'est poursuivi, ce dernier devenant opérationnel en septembre 1989.

156. Au cours de la période considérée, 21 boursiers venant du Ghana, d'Iraq, du Kenya, du Lesotho, du Liban, du Pakistan, de République-Unie de Tanzanie, de Sierra Leone, du Soudan, du Yémen, de Yougoslavie et de Zambie ont reçu une formation de base pendant trois mois au Laboratoire de la Division à Vienne. En outre, un programme régulier de formation spécialisée pour les instructeurs nationaux ou régionaux a été lancé afin d'accroître l'effet multiplicateur de ce programme. Douze chimistes de haut niveau (Argentine, Chine, Inde, Thaïlande et Uruguay) ont bénéficié de cette formation spécialisée. Afin de compléter le programme de formation du siège et de renforcer l'assistance aux régions les plus importantes, un stage de formation a également été organisé pour la région de l'Amérique latine à Buenos Aires (Argentine). Ce stage a permis de dispenser une formation de base à sept boursiers de la région (Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay et Uruguay). Etant donné l'augmentation du nombre de candidats (plus de 60) au stage de formation du Laboratoire au cours de l'année écoulée, on prévoit une nouvelle expansion de ce programme.

157. Parmi les nouveaux domaines prioritaires qui n'étaient pas encore couverts par le programme, il y a la formation aux techniques de laboratoire pour l'analyse des drogues placées sous contrôle international dans des échantillons biologiques (analyse d'urine). Des arrangements ont été conclus avec un certain nombre de laboratoires nationaux réputés qui sont prêts à offrir une telle formation dans le cadre d'un programme coordonné de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, un chimiste jordanien a reçu pendant trois mois une formation de base à Helsinki.

158. On a continué à élargir la collection d'échantillons de référence des drogues placés sous contrôle international en y ajoutant des substances nouvellement inscrites aux tableaux et en reconstituant les stocks de substances placées sous contrôle international et de leurs principaux métabolites. Au cours de la période considérée, cinq nouvelles substances ont été ajoutées à la collection de références de la Division et plus de 1 200 échantillons ont été distribués à des laboratoires dans 32 pays.

159. Dans le cadre du projet sur les méthodes recommandées pour l'analyse des substances saisies, la Division des stupéfiants a publié des manuels sur l'analyse des dérivés du barbiturique 29/ et des plantes hallucinogènes 30/. Plus de 2 000 exemplaires de ces manuels et des manuels précédents ont été distribués à des laboratoires dans quelque 90 pays au cours de la période considérée. Dans le cadre du programme d'assistance technique et scientifique aux Etats Membres, le Laboratoire de la Division a continué à rassembler et à évaluer la documentation scientifique sur les dérivés "personnalisés" de l'amphétamine.

160. Afin d'appuyer les services de répression des Etats Membres, la Division a continué de produire et de fournir sur demande des troupes de l'ONU pour l'identification des drogues. Au cours de la période considérée, 261 troupes ont été fournies dans 25 pays. En outre, une trousse similaire pour l'identification sur le terrain des précurseurs a été mise au point par le Laboratoire de la Division en prévision de l'entrée en vigueur de la Convention de 1988.

161. On a poursuivi l'intégration de la collection de références de la Division en tant que source importante d'information scientifique et technique. C'est ainsi que la collection a été utilisée pour les projets et les activités du Laboratoire et que, en outre, elle a apporté une information technique pour de nouveaux programmes de la Division ainsi que de diverses organisations internationales et nationales s'occupant du contrôle des drogues. Des services documentaires ont, surtout grâce aux liens avec les bases de données extérieures, été fournis à plusieurs réunions sur le contrôle des drogues.

2. Organe international de contrôle des stupéfiants

162. Conformément à la résolution 2 de la Conférence, qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de drogues et de substances psychotropes de 1988, l'OICS a créé un nouveau service chargé d'assurer la mise en oeuvre et de surveiller l'application par les Etats des dispositions de l'article 12 relatif au contrôle des substances utilisées fréquemment pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Un formulaire a été établi, pour la première fois, afin de demander aux gouvernements de fournir les informations requises par le traité. Un séminaire, auquel 45 pays ont participé, a été organisé à Bruxelles en juin 1990 afin d'échanger des informations sur la structure des échanges commerciaux et de l'utilisation de précurseurs et de produits chimiques essentiels à des fins licites et d'examiner les mécanismes administratifs, juridiques et autres qui pourraient empêcher les trafiquants de détourner ces substances pour la fabrication clandestine de drogues.

3. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires

163. Le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a recommandé la conclusion d'un certain nombre de traités modèles afin de renforcer la collaboration internationale en ce qui concerne le transfert des poursuites pénales, l'extradition, et l'assistance mutuelle en matière pénale, qui devaient être présentés au huitième Congrès. L'attention accordée par le Comité à la répression du trafic illicite de drogues a également été reflétée dans d'autres décisions, notamment celles qui concernent la "prévention et répression du crime organisé" et les "activités criminelles terroristes". (Objectifs Nos 17, 19, 20, 22 et 23)

164. Le Service de la prévention du crime et de la justice pénale a recueilli des données sur la prévention et la répression des formes transnationales de la criminalité, y compris le trafic de drogues. Ces données ont servi à l'élaboration du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/45/324), en date du 9 juillet 1990, intitulé "Application des conclusions et recommandations du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants". Les informations communiquées par les Etats Membres étaient également reflétées dans un document de travail présenté au huitième Congrès et intitulé "Action nationale et internationale efficace contre : a) le crime organisé; b) les activités terroristes criminelles" ³¹/ qui tenait compte de la résolution 44/72 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1989, dans laquelle l'Assemblée priait le Congrès d'accorder une attention particulière aux liens qui existent entre le trafic illicite des drogues, le crime organisé et les activités terroristes criminelles. D'autres travaux ont eu lieu sur le secret bancaire et la confiscation des avoirs acquis illégalement. (Objectifs Nos 17, 19, 20, 22 et 23)

/...

165. Un séminaire interrégional centré sur le trafic des drogues en tant que source principale d'activités criminelles entraînant la corruption s'est tenu à La Haye du 11 au 15 décembre 1989. Les participants ont examiné la première version d'un manuel sur les mesures pratiques de lutte contre la corruption, qui a été soumis au huitième Congrès 32/. (Objectifs Nos 17 et 23)

166. L'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, qui a son siège au Costa Rica, a organisé des séminaires régionaux sur les mesures destinées à lutter contre les infractions en matière de drogues à l'intention de hauts fonctionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes. Les questions examinées comprenaient notamment la prévention et la réduction de la demande illicite de drogues, le traitement et la réadaptation, l'élimination de l'offre de drogues provenant de sources illicites, et la suppression du trafic illicite. (Objectifs Nos 1, 3, 8, 14, 17, 19, 20, 22, 23, 29 et 34)

4. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

167. Conformément au paragraphe 227 (chap. III) du Schéma multidisciplinaire complet, qui invite à veiller tout particulièrement à compléter l'action de la police et des services des douanes, en rendant le système pénal plus efficace pour ce qui est d'arrêter les trafiquants, de les poursuivre et de leur infliger les peines appropriées, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, en collaboration avec le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU, a organisé pour 35 magistrats colombiens un séminaire d'information et de formation en profondeur centré sur le trafic des drogues et la criminalité organisée, qui s'est tenu à Castelgandolfo (près de Rome), du 11 au 29 septembre 1989.

168. Le principal objet de ce séminaire était de constituer un noyau de connaissances spécialisées dans le domaine des techniques modernes d'enquête et de recherche, afin de fournir les instruments nécessaires pour une analyse critique des faits et éléments d'information disponibles. Parmi les principaux sujets couverts figuraient la criminalité organisée en Italie; le trafic de drogues en Italie et les filières internationales; les enquêtes financières, et le blanchiment des bénéfices du trafic de drogues.

169. Les participants comprenaient 35 magistrats et hauts fonctionnaires colombiens prenant part à la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée, et choisis par la présidence de la République colombienne. Les conférenciers consistaient en magistrats, fonctionnaires et experts italiens et en membres du personnel de l'ONU spécialisés dans ce domaine 33/.

5. Commission économique pour l'Europe

170. Au cours des trois réunions qu'il a tenues entre le 1er juillet 1989 et le 30 juin 1990, le Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a continué d'échanger des vues sur l'utilisation abusive des réseaux de transit douanier pour la contrebande de drogues, afin de pouvoir prendre immédiatement toutes les mesures

/...

nécessaires pour y mettre fin. Les parties contractantes à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR de 1975) et le Conseil de coopération douanière transmettent régulièrement au Groupe de travail à titre confidentiel, toutes les informations ayant trait à l'utilisation abusive des réseaux de transit douanier.

171. Récemment, le Groupe de travail de la CEE a été informé des résultats des études entreprises aux Etats-Unis d'Amérique, qui montrent qu'une sur trois des saisies de drogue opérée sur des conteneurs mettent en cause les éléments structurels desdits conteneurs. De nombreux conteneurs agréés pour le transport sous scellement douanier aux termes des dispositions de la Convention TIR de 1975 recèlent encore un certain nombre d'espaces dissimulés, par exemple dans des poutres-caissons et des poteaux d'angle clos où des drogues et des marchandises de contrebande peuvent être cachées.

172. Le Groupe de travail de la CEE examine actuellement des mesures législatives qui permettraient d'éliminer progressivement les espaces clos des conteneurs, grâce à une construction employant des éléments de conception moderne, tels que des poutres formées de profilés à section ouverte, ce qui générerait considérablement la contrebande de drogues au moyen de conteneurs.

173. Le Groupe de travail de la CEE poursuivra ses efforts, dans les limites de sa compétence et de son mandat, en vue d'éliminer la contrebande de stupéfiants et de substances psychotropes par les réseaux de transit douanier. Pour appuyer ces efforts, le secrétariat de la CEE a publié en 1989 le Manuel TIR 34/, qui contient notamment des commentaires et descriptions détaillés sur les dispositifs de scellement douanier de sécurité, fondés sur l'expérience acquise dans l'administration du système TIR au cours des 30 dernières années. Aussi le Manuel TIR pourrait-il constituer pour les fonctionnaires des douanes et les entrepreneurs de transport un précieux instrument de formation en vue de réduire le nombre des cas de contrebande.

6. Organisation de l'aviation civile internationale

174. En octobre 1989, la 27^e session de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté la résolution A27-12, au paragraphe 2 de laquelle elle prie instamment le Conseil de l'OACI d'élaborer avec un haut degré de priorité des mesures concrètes pour prévenir et éliminer l'éventuel usage de drogues illicites et l'abus d'autres drogues ou substances par des membres d'équipage, contrôleurs de la circulation aérienne, mécaniciens et autres employés de l'aviation civile internationale. En novembre 1989, la Commission de navigation aérienne de l'OACI a reçu du secrétariat de cette organisation un rapport d'activité sur la prévention de l'abus de drogues par les membres d'équipage et les contrôleurs de la circulation aérienne à leurs postes de travail, d'après une étude documentaire et des enquêtes auprès d'organismes appropriés. La Commission de navigation aérienne a demandé au secrétariat de l'OACI de poursuivre ses efforts en vue d'accélérer la mise au point de documents d'orientation supplémentaires, en mettant l'accent sur des programmes éducatifs relatifs à la prévention de l'abus des drogues. Elle a aussi demandé audit secrétariat d'achever de déterminer s'il était nécessaire que les normes de l'OACI en matière d'enquête sur les accidents d'aviation soient mises à jour en y introduisant une clause prévoyant de rechercher les traces de la présence de drogues lors des autopsies.

/...

175. Dans sa résolution A27-12 adoptée en octobre 1989, l'Assemblée de l'OACI prie instamment le Conseil de poursuivre ses travaux pour prévenir le transport illicite de stupéfiants et de substances psychotropes par voie aérienne. Elle y fait aussi appel à tous les Etats contractants afin qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de prévenir le trafic illicite des drogues par voie aérienne, afin qu'ils prennent les mesures législatives appropriées pour que le crime du transport illicite de stupéfiants et de substances psychotropes par voie aérienne soit passible de peines sévères, et afin qu'ils deviennent parties, aussitôt que possible, à la Convention de 1988.

176. Dans la résolution A27-12, l'Assemblée demande aussi au Conseil de proposer des actions et des mesures concrètes, y compris l'élaboration des éléments indicatifs nécessaires sur tous les problèmes liés aux drogues qui pourraient se poser dans l'aviation civile internationale. Conformément à cette demande, l'OACI a entrepris la publication d'un manuel d'orientation qui sera un recueil de dispositions réglementaires de l'OACI, assorties d'annotations pertinentes. En vue également de la mise au point de documents d'orientation, les Etats seront consultés sur les pratiques et procédures qu'ils ont adoptées ou qu'ils envisagent d'adopter à l'égard des problèmes techniques que pose le trafic des drogues par voie aérienne dans des domaines tels que l'exploitation des aéronefs, les marques de nationalité et d'immatriculation, la réduction au minimum des possibilités d'accès à des cachettes éventuelles à bord des aéronefs et la protection de la cellule durant les fouilles.

177. En décembre 1989, le Conseil de l'OACI a approuvé un amendement à l'Annexe 9, "Facilitation", à la Convention relative à l'aviation civile internationale, amendement qui apportait à cette annexe un certain nombre de modifications visant à assurer une présentation adéquate des nécessités du contrôle des stupéfiants. Les dispositions pertinentes de l'Annexe 9 figureront également dans le Manuel d'orientation prévu.

178. A la 18e séance de sa 130e session, le Conseil de l'OACI a pris acte d'un rapport d'activité préliminaire sur l'application de la résolution A27-12 et sur les décisions récemment prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa dix-septième session extraordinaire et dans sa résolution 44/141. Il a noté qu'un rapport analytique plus détaillé lui serait présenté à sa 132e session, en mars 1991.

7. Union postale universelle

179. L'abus et, plus généralement, l'usage des drogues, font actuellement l'objet d'énergiques mesures de contrôle à l'échelle mondiale. Malgré les efforts déployés par les autorités nationales et internationales compétentes, les activités frauduleuses se poursuivent dans les domaines de la production, du transport et de la commercialisation illicites des substances en question. Au cours des 10 dernières années, l'Union postale universelle (UPU) s'est jointe aux organisations intéressées en vue de faire obstacle aux transports illicites de drogues par la poste. Toutefois, les mesures prises sont maintenant jugées insuffisantes, principalement parce que le personnel chargé d'acheminer les objets postaux n'a pas maîtrisé les techniques à appliquer pour déceler les drogues susceptibles d'être dissimulées dans ces objets. Cette lacune dans la formation des employés des postes est peut-être l'une des raisons expliquant qu'ils ne réussissent pas à démasquer les pratiques délictueuses et que le trafic illicite des drogues par voie postale s'intensifie.

/...

180. Le Comité de liaison entre le Conseil de coopération douanière et l'Union postale universelle (CCD/UPU) a estimé qu'il était indispensable de prendre des mesures concrètes pour enrayer cet accroissement. Il a été décidé en conséquence qu'une brochure indiquant des moyens efficaces de déceler le trafic de drogues devrait être distribuée aux administrations postales pour les sensibiliser à la situation, et que des séminaires d'information devraient aussi être organisés afin de former les employés des postes aux méthodes de lutte contre cette forme de fraude. Le CCD et l'UPU se sont engagés à mobiliser leurs ressources humaines et techniques au maximum en vue d'atteindre cet objectif. En outre, compte tenu de l'intérêt que porte l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC/INTERPOL) à la lutte contre le trafic illicite des drogues, il a été jugé souhaitable d'associer cette organisation à l'exécution des projets. De même, étant donné l'ampleur des activités menées par la Division des stupéfiants de l'ONU à Vienne et l'expérience qu'elle a acquise dans ce domaine, il a paru utile de faire appel à l'aide et à la collaboration du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

181. Il est intéressant de noter que 64 des administrations postales des Etats membres de l'UPU se sont déclarées en faveur de la réalisation de ce projet et que 57 d'entre elles étaient disposées à participer aux activités de formation proposées.

182. Un premier séminaire a été organisé à Bangkok du 3 au 7 octobre 1988 à l'intention des fonctionnaires des postes des pays d'Asie et du Pacifique. Compte tenu de l'intérêt manifesté par les participants, et sur leur recommandation, les instructeurs ont suggéré que cette initiative soit étendue à d'autres régions. A sa 14e réunion, tenue à Bruxelles en février 1989, le Comité de liaison CCD/UPU a examiné les résultats du séminaire de Bangkok et a abouti à la conclusion qu'il y avait lieu d'élaborer un programme mondial. L'UPU a déjà prévu dans le cadre de ses programmes de 1989 et 1990 deux séminaires analogues pour l'Amérique latine et l'Afrique. Un séminaire de formation à la détection des objets postaux contenant des drogues ^{35/} a été organisé à La Paz du 23 au 26 janvier 1990 à l'intention des employés des postes d'Amérique latine. Comme celui de Bangkok, ce séminaire était conçu en vue de renforcer la collaboration entre les services engagés dans la lutte contre le trafic des drogues; d'améliorer les connaissances des postiers en ce qui concerne le trafic des drogues et les techniques de détection des objets postaux contenant des drogues; d'amener les administrations postales des pays concernés à prendre conscience de l'utilisation des services postaux par les trafiquants et consommateurs de stupéfiants, ainsi que des conséquences de cette utilisation, et de contribuer à l'application de mesures efficaces en vue d'éliminer le fléau que constituent le trafic et la consommation des drogues et de sauvegarder ainsi la santé des particuliers dans le monde entier.

8. Organisation maritime internationale

183. Dans les limites des ressources dont elle dispose, l'Organisation maritime internationale (OMI) a déployé des efforts considérables dans le cadre de son mandat pour empêcher le trafic illicite des drogues à bord des navires. Le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues a été soigneusement examiné et toutes les mesures pertinentes préconisées

/...

dans ce schéma qui s'appliquent aux transports maritimes ont été et sont toujours appliquées à titre permanent. Des directives à l'intention des armateurs, capitaines de navire, autorités portuaires, gens de mer et autres personnes étroitement associées aux activités maritimes ont déjà été distribuées dans la publication 146/90 de l'OMI aux Etats membres de l'OMI, aux gouvernements signataires de la Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international (Convention FAL) et aux organisations non gouvernementales pertinentes dotées du statut consultatif auprès de l'OMI.

184. La Convention de 1965 de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international a été amendée le 3 mai 1990 de manière à tenir compte notamment de la menace que le trafic illicite des drogues et le terrorisme font peser sur le trafic maritime international. Les amendements adoptés doivent entrer en vigueur le 1er septembre 1991; en ce qui concerne le trafic illicite des drogues, ils permettront de prendre des mesures de contrôle renforcées dans le cadre de la Convention FAL de l'OMI. Cette convention regroupe actuellement 61 gouvernements signataires, parmi lesquels la quasi-totalité des principaux pays maritimes.

IV. ACTIVITES OPERATIONNELLES

A. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

185. Le programme de travail du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) a été établi suivant une approche équilibrée qui porte sur tous les aspects du contrôle des drogues : la réduction de l'offre et de la demande de drogues illicites, ainsi que l'interdiction du trafic des drogues. Le développement considérable enregistré ces dernières années dans les activités du FNULAD s'est poursuivi en 1990. Le montant de 69,3 millions de dollars des Etats-Unis prévu au budget de l'année en cours a permis de planifier la fourniture d'une assistance technique à 59 pays par le biais de 128 projets relatifs au contrôle des drogues.

186. Le FNULAD a également inscrit à son programme 42 projets régionaux et mondiaux portant sur une vaste gamme d'activités en matière de contrôle des drogues, comme la formation spécialisée, les services consultatifs, la recherche, les échanges d'information, les conférences, les séminaires, les journées d'étude et les réunions de groupes d'experts.

187. Le tableau ci-après fournit des informations comparées sur le programme de travail du FNULAD depuis 1983 :

Programme de travail du Fonds des Nations Unies pour la lutte
contre l'abus des drogues, 1983-1990

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Budget-programme (en millions de dollars E.-U.)	9,5	13,4	18,7	21,4	39,8	60,4	62,5	69,3
Nombre de pays	10	22	25	19	27	27	35	59
Nombre de projets (de pays et à l'échelle mondiale)	38	43	69	87	112	101	135	170
Répartition des fonds par secteur (en pourcentage) a/ :								
Réduction de l'offre	20	31	49	38	41	51	47	44
Réduction de la demande	10	11	12	16	18	23	28	23
Renforcement des mesures de contrôle	46	39	26	33	28	15	13	25
Recherche	5	4	1	1	2	1	1	1
Dotation en effectifs et achats pour les bureaux extérieurs (arrangement de travail avec le PNUD)	10	8	6	7	7	7	8	4
Administration, évaluation des programmes	9	7	6	5	4	3	3	3

a/ Chiffres en pourcentage des dépenses effectives et estimatives (pour 1990).

188. Dans le contexte du Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire en février 1990 (A/S-17/11, annexe), les Etats Membres ont accueilli avec satisfaction l'initiative prise par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues d'élaborer une stratégie sous-régionale couvrant tous les aspects de la lutte contre l'abus des drogues et mettant l'accent sur les zones les plus touchées, où les problèmes sont le plus complexes et le plus graves.

189. En conséquence, le FNULAD a commencé ses travaux en vue de la mise au point d'approches sous-régionales pour l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud-Ouest, la sous-région andine et les pays traversés par la route dite "des Balkans". Les activités préparatoires concernant certaines de ces zones comportaient l'envoi sur le terrain de missions techniques chargées de s'entretenir avec les gouvernements concernés en vue d'assurer l'intégration des différents plans nationaux et d'identifier les initiatives supplémentaires se prêtant le mieux à une application à l'échelon sous-régional sous forme d'actions concrètes menées en commun.

/...

190. S'agissant de la collecte de fonds, la tendance à la hausse enregistrée ces dernières années quant au nombre et au volume des contributions au FNULAD s'est maintenue en 1989 et 1990. Parmi les plus importantes contributions figurent deux dons d'un même donateur pour un total de 48,4 millions de dollars des Etats-Unis. Le FNULAD a réparti ces fonds entre divers programmes nationaux en cours et le nouveau programme de contrôle des drogues élaboré par les autorités colombiennes en coopération avec le FNULAD. Des moyens de financement supplémentaire d'un montant total de 14 millions de dollars ont été fournis par de nombreux gouvernements au titre des activités menées en Colombie.

191. La Commission des communautés européennes a fait en 1989 et 1990 des promesses de contributions d'un montant accru atteignant au total 2,2 millions de dollars, au titre des opérations menées par le Fonds en Colombie et en République démocratique populaire lao.

192. Une prolongation des interventions du FNULAD en Afrique a été financée au moyen d'une contribution spéciale fournie par un pays au titre de la planification des programmes et qui a été suivie d'un don supplémentaire de 1,2 million de dollars au titre de divers projets en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Un autre donateur a promis une contribution de plus de 1 million de dollars étalée sur trois ans pour un projet de laboratoire régional dans la même région. En novembre 1989, un donateur a promis une contribution d'environ 1 million de dollars pour un projet triennal concernant la répression des infractions au Nigéria et une autre de 200 000 dollars pour un projet analogue d'une durée d'un an au Ghana. Enfin, un donateur a promis une contribution de 1,4 million de dollars dont une partie serait utilisée pour des projets en Afrique et dans les Caraïbes.

193. Les pays des Caraïbes ont également bénéficié d'une promesse de contribution de 840 000 dollars au titre de certains programmes de pays et du système régional de communication en matière de stupéfiants dans la région. Un gouvernement a aussi annoncé son intention de verser une contribution de plus de 3 millions de dollars pour le financement de projets concernant la répression des infractions en Equateur et dans les Caraïbes.

Amérique latine et Caraïbes

194. En Argentine, la réalisation du projet de traitement et de réadaptation, représentant un montant de 1 106 923 dollars, s'est poursuivie avec l'entrée en service officielle d'un centre de formation en 1989.

195. Le programme d'assistance du FNULAD à la zone des yungas (vallées chaudes) de la province de La Paz en Bolivie a été révisé pour tenir compte de moyens de financement supplémentaires (le budget total atteignant 21,3 millions de dollars des Etats-Unis). Un autre projet de développement rural, d'un coût de 15 millions de dollars, est en cours d'exécution dans la région de Chapare depuis 1988. Le Fonds a également financé des missions d'experts chargées d'examiner une demande du Gouvernement tendant à la mise en place de tribunaux spécialisés dans le contrôle des substances illicites. D'autres projets ont porté sur les activités de développement communautaire et de production laitière dans la région d'Ivirgarzama.

196. La réalisation du programme multisectoriel consacré au Brésil, d'un montant de 12 millions de dollars, s'est poursuivie dans les domaines de la répression des infractions, de l'éducation préventive ainsi que du traitement et de la réadaptation.

197. Des projets de faible envergure portant sur la prévention de l'abus des drogues et visant la jeunesse sont en cours de réalisation au Chili et au Costa Rica, avec des budgets respectifs de 285 475 et 293 000 dollars des Etats-Unis.

198. A la suite de l'élaboration d'un plan directeur par le Gouvernement colombien en 1989, les premières activités relevant d'un nouveau programme financé par le FNULAD et représentant un montant total de 34,5 millions de dollars pour 22 projets ont démarré vers le début de l'année 1990.

199. La réalisation du programme d'assistance du FNULAD à l'Equateur s'est poursuivie dans le cadre de projets concernant l'éducation préventive ainsi que le traitement et la réadaptation. Le FNULAD envisage de consacrer un montant supplémentaire de 6,1 millions de dollars à la mise en oeuvre de projets dans ce pays.

200. La réalisation de projets de développement rural dotés chacun d'un budget de 5 millions de dollars se poursuit depuis 1989 au Mexique, dans les Etats d'Oaxaca, de Michoacan et de Guerrero.

201. Malgré la précarité de la situation régnant au Pérou en matière de sécurité, le Fonds y a poursuivi la mise en oeuvre de projets de développement rural dans la région de Quillabamba (province de Cuzco) avec un budget de 5 millions de dollars, ainsi que dans la haute vallée du Huallaga, où ses investissements depuis 1984 s'élèvent à 7,2 millions de dollars. Une assistance supplémentaire de 9 millions de dollars est envisagée pour la haute vallée du Huallaga, principale zone de culture du cocaïer au Pérou.

202. Des consultations ont eu lieu avec le Gouvernement uruguayen en vue de l'élaboration d'un plan directeur; en attendant, le FNULAD a accordé une subvention pour un programme visant à prévenir l'abus des drogues parmi les jeunes. Il a également accepté de financer au Venezuela un projet triennal d'éducation préventive d'un coût de 600 000 dollars.

203. Dans la région des Caraïbes, la réalisation de deux projets de réduction de la demande de drogues a commencé en 1989 à la Trinité-et-Tobago (488 763 dollars) et à la Grenade (104 410 dollars). Des projets analogues ont démarré en mars 1990 au Guyana et à Curaçao. Les travaux se sont également poursuivis aux Bahamas dans le cadre d'un projet d'un montant de 500 000 dollars.

204. Le FNULAD a continué d'appuyer les initiatives visant à renforcer la coopération entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sa première phase (installation du matériel dans 28 pays) étant achevée, le projet FNULAD/INTERPOL de réseau de télécommunications dans les Caraïbes est maintenant opérationnel.

/...

205. Le FNULAD apporte son appui à un projet d'un coût de 500 000 dollars visant à renforcer les systèmes de justice pénale dans la sous-région andine. Un appui a également été fourni par le FNULAD pour un stage régional organisé par l'UPU en Bolivie en janvier 1990 en vue de former des agents des services postaux à la détection des colis contenant des drogues, ainsi que pour la réunion pour l'Amérique latine et les Caraïbes des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues qui a été organisée par la Division des stupéfiants.

Asie et Pacifique

206. Une mission a été envoyée au Bangladesh en 1989 en vue de la formulation d'un projet d'éducation préventive et de sensibilisation du public.

207. En Chine, les activités se sont poursuivies dans le cadre d'un projet triennal d'un coût de 5 millions de dollars en vue de contribuer à la lutte contre le trafic de drogues dans la province du Yunnan et d'aider le Gouvernement dans le domaine du traitement et de la prévention de l'abus des drogues.

208. Les activités menées en Inde dans le cadre d'un programme multisectoriel d'un montant de 20 millions de dollars ont fait l'objet d'un accueil positif lors d'une réunion tripartite en mars 1990.

209. Les activités opérationnelles relevant du projet de développement rural intégré des hautes terres (6 millions de dollars) ont commencé en 1989 dans les zones de culture du pavot à l'opium de la province de Vientiane en République démocratique populaire lao. Au début de 1990, le FNULAD a consenti à participer avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) au financement d'un projet de développement agricole dans la province de Xieng Khouang.

210. En Malaisie, les deux projets entrepris dans le domaine de la réduction de l'offre de drogues (500 000 dollars) et dans celui de la réduction de la demande de drogues (400 000 dollars), qui en sont maintenant à leur dernière année de mise en oeuvre, ont été évalués en mars 1990. Des consultations sont en cours avec le Gouvernement népalais au sujet d'un programme de réduction de la demande de drogues. Un projet triennal (308 000 dollars) visant à aider le Gouvernement sri-lankais à réduire la demande de drogues est en pleine réalisation et a été évalué vers la fin de l'année 1989.

211. Au Myanmar, les activités relevant de la troisième phase du Programme FNULAD/Myanmar pour la lutte contre l'abus des drogues ont progressivement repris après la suspension des opérations de l'ONU dans le pays en 1988. L'exécution du programme s'est poursuivie dans l'ensemble des sept secteurs d'activité : agriculture, élevage, santé, réinsertion sociale, éducation, information, répression des infractions et infrastructure.

212. Les efforts en vue d'éliminer la production illicite d'opium se sont poursuivis dans le nord de la Thaïlande dans le cadre des quatre projets de développement des hautes terres prévus par le premier plan directeur pour un montant total de 15 millions de dollars. En outre, le démarrage d'un nouveau projet, établi au titre du deuxième plan directeur et doté d'un budget d'environ 4 millions de dollars, a été prévu pour 1990. Six projets de réduction de la demande de drogues, dotés d'un budget global de 1,8 million de dollars, étaient également en cours d'exécution.

213. Le FNULAD a pris plusieurs initiatives pour continuer à promouvoir la coopération parmi les pays de la région. Un deuxième séminaire régional a été organisé au Pakistan en novembre 1989 avec la participation d'experts et de fonctionnaires de la République démocratique populaire lao ainsi que d'autres pays. Un appui a aussi été fourni à la réunion pour l'Asie et le Pacifique des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues, qui a été organisée par la Division des stupéfiants.

Proche et Moyen-Orient

214. Le FNULAD a pris une part active aux travaux du Coordonnateur spécial des programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan. Un projet d'un montant initial de 1,4 million de dollars portant sur le réaménagement et la reconstruction en zone rurale a été approuvé. Il a également continué d'appuyer un projet d'un coût de 150 000 dollars concernant l'épidémiologie et le traitement de la pharmacodépendance dans la région de Kaboul.

215. Le FNULAD a approuvé une subvention en vue de la création d'un centre de réadaptation au Liban. En Jordanie, un projet biennal d'un montant de 600 000 dollars concernant la répression des infractions en matière de drogues s'est terminé en 1989. Un accord sur un nouveau projet biennal (1990-1991) de répression des infractions en matière de drogues, doté d'un budget total de 600 000 dollars, a été signé en avril 1990. Au Pakistan, la réalisation du projet de développement rural du district de Dir, d'un coût de 14,5 millions de dollars, est entrée dans sa quatrième année. Les projets d'éducation préventive (560 000 dollars) ainsi que de traitement et réadaptation (560 000 dollars) prendront fin en 1990. La première phase d'un nouveau projet intégré de réduction de la demande de drogues a été approuvée et son démarrage était prévu pour juillet 1990. Le budget de cette première phase s'élève à 470 000 dollars.

Europe/région des Balkans

216. Le FNULAD étudie une demande d'assistance du Gouvernement bulgare portant sur l'équipement d'un poste d'inspection des poids lourds à Kapitan Andreevo, sur la frontière turco-bulgare.

217. A Chypre, un nouveau projet biennal concernant la répression des infractions, d'un coût total de 400 000 dollars, est actuellement examiné par le Gouvernement chypriote. La République démocratique allemande étudie un projet d'un montant de 140 000 dollars en vue de fournir un appui aux laboratoires de médecine légale aux fins de la détection des drogues. En Turquie, un accord sur un projet portant sur la répression des infractions, d'un montant de 450 000 dollars pour un an, a été signé en décembre 1989. Un accord concernant un autre projet de répression des infractions, d'un coût total d'environ 250 000 dollars, a également été signé en juin 1990. Toujours en matière de répression des infractions, un accord a été signé en Yougoslavie en février 1990 en vue d'un projet d'un montant total de 141 750 dollars pour un an, portant sur la fourniture de matériel spécial d'inspection aux postes de douane de Bogorodica et Gradina. Un accord sur un projet concernant la répression des infractions, d'un coût total de 650 000 dollars pour deux ans, a également été signé en février 1990 en vue de la construction et de l'équipement d'un poste d'inspection des poids lourds aux postes de douane de Bogorodica, sur la frontière gréco-yougoslave.

218. En coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le FNULAD finance un projet d'un montant de 20 000 dollars portant sur l'étude des incidences de l'abus des drogues parmi les jeunes de la région de la CESAO.

Afrique

219. Le développement des activités du FNULAD en Afrique a été une réponse à la menace croissante que représentent les drogues en transit, ainsi qu'à un problème de plus en plus grave d'abus de ces drogues. Des projets ont été mis en oeuvre ou ont atteint un stade avancé de planification dans 30 pays. De nouveaux projets complémentaires importants ont été lancés en 1990 au Ghana et au Nigéria dans le domaine de la répression des infractions. Une action concertée a été amorcée dans 12 Etats de l'Afrique de l'Ouest en vue du renforcement de la législation et de la réglementation des produits pharmaceutiques, action complétée par la fourniture effective ou prévue d'une assistance aux activités concernant la répression des infractions, la santé ou l'éducation.

220. Un conseiller régional hors siège du FNULAD a accompli une première année de travail au Kenya et dans quatre pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et participé à la planification de nouveaux projets dans ces pays et dans d'autres pays de la sous-région. Les plans en vue de l'affectation au Gabon d'un autre conseiller régional hors siège chargé principalement des Etats de l'Afrique centrale sont bien avancés. En Afrique du Nord, les programmes du FNULAD en Egypte (répression des infractions et réduction de la demande de drogues) et au Maroc (développement rural dans les zones où se concentre la culture du cannabis) seront complétés par des projets dont l'élaboration a été entreprise à la suite de demandes émanant de l'Algérie et de la Tunisie. Au niveau régional, un projet triennal prévoit une aide aux laboratoires de médecine légale dans 19 pays et son extension à d'autres pays est envisagée. Des stages sous-régionaux de formation en matière de réduction de la demande de drogues ont été organisés pour les pays anglophones de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'un stage de formation pour les magistrats. Des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un formulaire pour médicaments psychotropes à l'usage des praticiens dans le contexte africain. Un appui a été fourni à la réunion pour l'Afrique des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues, qui a été organisée par la Division des stupéfiants.

B. Programme des Nations Unies pour le développement

221. La participation du PNUD aux activités liées à la lutte contre l'abus des drogues reste concentrée dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Eu égard à l'importance croissante du problème de la drogue dans les pays fournisseurs et au fait que ce problème a des incidences indéniables sur le développement, le PNUD appuie de plus en plus les efforts déployés par les gouvernements dans les régions susmentionnées. Un thème essentiel de l'activité du PNUD est d'aider ces gouvernements à déterminer et à formuler des stratégies économiques de remplacement qui réduiront la dépendance de leurs économies nationales à l'égard de la drogue en même temps qu'elles atténueront

/...

l'impact social de l'abus des drogues dans les populations. Dans ce contexte, le nombre des programmes du PNUD que des gouvernements mettent à exécution va croissant et des résultats positifs ont été obtenus.

222. A la suite d'un accord signé en 1987 entre l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif du FNULAD, le PNUD, par l'intermédiaire de son Bureau des services d'appui aux projets (BSP), est étroitement associé au déroulement des activités relevant des programmes du Fonds, surtout en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le montant estimatif des dépenses engagées au titre des programmes du FNULAD qui sont exécutés par le BSP s'élève pour l'année 1990 à 26 millions de dollars. Le PNUD fournit aussi, par l'intermédiaire de ses bureaux extérieurs dans les pays, un appui administratif aux programmes financés par le FNULAD.

223. En Bolivie, le BSP du PNUD assure l'exécution du projet de développement rural du FNULAD dans la zone des yungas de la province de La Paz et fournit aussi un appui administratif pour l'organisation des activités de développement communautaire dans cette région.

224. Dans la région de l'ANASE, le PNUD, en collaboration avec le FNULAD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF, fournit un appui à un projet de développement rural intégré parmi les tribus montagnardes du nord de la Thaïlande. En favorisant la pratique de cultures commerciales et vivrières de remplacement ainsi que la réalisation de conditions sanitaires et de niveaux de vie généraux améliorés, le projet vise à détourner les paysans de la culture du pavot à opium. Le PNUD appuie également un projet régional auquel participent les six pays membres de l'ANASE et qui porte sur la formation de personnel travaillant dans le domaine de la réadaptation des toxicomanes.

225. Les projets ci-après sont des exemples supplémentaires illustrant les programmes opérationnels du PNUD :

- a) INS/88/023 - Synthèse des stratégies de lutte contre l'abus des drogues aux niveaux national et local en Indonésie;
- b) RAS/86/112 - Formation à la détection des stupéfiants dans la région de l'Asie;
- c) SRL/87/032 - Système de surveillance de l'abus des drogues au Sri Lanka.

C. Fonds international de développement agricole

226. Les activités du FIDA qui sont liées à la lutte contre l'abus des drogues visent à éliminer l'offre de drogues en provenance de sources illicites, conformément aux résolutions 38/39 et 40/122 de l'Assemblée générale, à la recommandation de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues (Objectif No 16 du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues) et aux recommandations contenues dans la Déclaration politique et le Programme d'action mondial adoptés par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire (voir A/S-17/11, annexe).

227. Selon le FIDA, il est d'une importance capitale de comprendre les rapports entre la pauvreté et la culture des plantes servant à la fabrication des stupéfiants, ainsi que de compléter les mesures de répression des infractions, d'éducation préventive et de réadaptation par une attaque directe contre la misère rurale qui, pour commencer, a contraint les paysans pauvres à recourir à des activités illicites afin de survivre.

228. Dans le cadre de ses programmes de réduction de la pauvreté en milieu rural dans les régions de culture de plantes servant à la fabrication de drogues ou dans les régions voisines, le FIDA s'est efforcé de fournir aux producteurs de ces plantes des sources de revenu ou des emplois de remplacement dans l'agriculture et dans d'autres secteurs. Une assistance et des services sociaux améliorés sont fournis aux collectivités rurales pauvres en vue de les détourner de la culture des plantes illicites et de leur ménager un "réseau de protection" pour leur donner le sentiment qu'elles ont intérêt à s'intégrer aux modes de vie et aux types de productivité légitimes des collectivités.

229. Pour y parvenir, le FIDA commence par amener les collectivités concernées à se mobiliser elles-mêmes. Cette mobilisation est obtenue par le biais de campagnes de développement communautaire, de formation et de sensibilisation qui, en suscitant la participation directe des habitants eux-mêmes, préparent l'avènement de collectivités autonomes, dotées d'un sens plus élevé de leur identité et de leurs responsabilités. Les programmes d'assainissement, de promotion sanitaire, de planification familiale et d'alphabétisation, la création d'écoles et de garderies d'enfants et la construction de routes sont autant de facteurs décisifs pour motiver les individus, leur inspirer un esprit de coopération et développer leurs potentialités humaines. Et par-dessus tout, sachant qu'une particularité attrayante de la culture des plantes servant à la fabrication des drogues tient à ce que la récolte peut être aisément vendue sur les lieux de production, le FIDA accorde la plus grande attention aux aspects concernant la commercialisation du produit des nouvelles cultures ou celle des excédents de production.

230. La plupart des projets en cours du FIDA prévoient un meilleur accès au crédit, une amélioration des services d'appui (notamment la vulgarisation et la recherche adaptative), des activités de développement communautaire et, comme c'est le cas en Amérique latine, la mise en valeur de nouvelles terres agricoles et l'octroi de titres fonciers. Un certain nombre de projets du FIDA (en cours et dans la filière) sont destinés à promouvoir la culture de plantes licites en remplacement de celle des plantes servant à la fabrication des drogues.

D. Programme alimentaire mondial

231. L'aide alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) au titre de projets peut constituer un appui aux efforts nationaux et internationaux en matière de lutte contre l'abus des drogues, bien que son utilisation à cette fin ait jusqu'à présent été limitée. L'assistance fournie par le PAM dans ce domaine a porté principalement sur l'appui aux plans de développement rural qui visent à offrir des solutions de remplacement à la production des plantes servant à la fabrication des stupéfiants, en particulier le pavot à opium. L'aide alimentaire du PAM peut consister à fournir des rations supplémentaires aux cultivateurs locaux qui participent aux plans en question, ou à financer des frais de main-d'oeuvre locale.

232. Actuellement, une disposition élaborée en collaboration avec le FNULAD, dite "clause pavot" (poppy clause), constitue l'élément principal de la contribution du PAM à la lutte menée contre les drogues à l'échelle internationale. Cette clause, insérée dans le plan d'opérations agréé par le PAM et le gouvernement bénéficiaire, interdit l'utilisation d'apports du PAM, tant directement qu'indirectement, sur les terres où des plantes du type servant à la fabrication de stupéfiants sont cultivées de manière illicite. Le PAM se réserve le droit de suspendre l'assistance si cette condition n'est pas respectée. Bien que le PAM n'apporte actuellement son appui à aucun projet de substitution de cultures en tant que tel, la "clause pavot" représente effectivement pour les participants à ses projets un élément spécifique propre à les dissuader de continuer à pratiquer des cultures illicites. Des dispositions de ce genre sont actuellement applicables à trois projets en cours au Pakistan.

233. Le PAM fournit également un appui discret mais utile aux activités menées par le FNULAD en Bolivie et au Pérou pour enrayer l'extension de la culture du cocaïer en améliorant la situation économique et sociale générale des zones rurales. En Bolivie, des éléments d'un projet d'un montant de 16 millions de dollars pour l'aide aux soins de santé primaires sont focalisés sur les zones où le FNULAD concentre ses efforts en vue d'empêcher la culture du cocaïer.

234. L'aide alimentaire du PAM peut aussi constituer un appui pour des institutions s'occupant de la réadaptation de toxicomanes. Le PAM a fourni une assistance à un projet de ce type à la République démocratique populaire lao.

235. Le PAM est disposé à offrir un appui à tout type de programme suffisamment important de réduction de l'offre ou de la demande de drogues, ainsi que de réadaptation, dans le cadre duquel une aide alimentaire pourrait contribuer utilement à satisfaire des besoins de nourriture.

Notes

1/ Résolution 34/177 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1979. Pour les rapports antérieurs, voir A/35/614 (1980), A/C.3/36/7 (1981), A/37/556 (1982), A/38/522 (1983), A/39/193 (1984), A/40/771 (1985), A/41/713 (1986), A/42/658 (1987), A/43/770 (1988) et A/44/600 et Corr.1 (1989).

2/ A/1990/39 et Corr.1 et 2.

3/ Pour le texte de la Déclaration et du Schéma multidisciplinaire complet des activités futures de lutte contre l'abus des drogues, adoptés par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues voir le Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne, 17-26 juin 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.I.18), chap. premier, sect. A et B.

4/ E/CN.7/1990/2.

5/ Pour le rapport, voir E/CN.7/1990/16.

6/ Pour le texte de la résolution adoptée par l'Assemblée générale, qui contient la Déclaration politique et le Programme d'action mondial, voir A/S-17/11, annexe.

7/ Pour le texte de la Déclaration adoptée à Londres, voir A/45/262, annexe.

8/ Pour le rapport, voir ACC/1989/PG/7.

9/ Pour le rapport, voir ACC/1990/PG/1.

10/ Bahamas, Chine, Nigéria, Sénégal, Bahreïn, Etats-Unis d'Amérique, République démocratique allemande, Chili, Equateur, Inde, Ghana, Mexique, Emirats arabes unis, Jordanie, Nicaragua, Qatar, Chypre, Canada, Togo, Espagne, Bolivie, Ouganda, Paraguay et Bhoutan.

11/ Pour le texte de la Convention de 1988, voir E/CONF.82/15.

12/ E/1990/24.

13/ Série ST/NAR.3, série ST/NAR.4 et série E/NS.19/Summary.

14/ E/INCB/1989/1.

15/ ST/NAR/20.

16/ Pour le rapport, voir E/CN.7/1990/CRP.6.

17/ A/CONF.144/9.

18/ E/ESCAP/711.

19/ WHO/MNH/ADA/90.1.

20/ "L'action de l'OMS pour limiter l'abus des drogues" (WHO/MNH/ADA/90.5).

21/ Pour le rapport, voir ACC/1989/PG.7.

22/ AD/GLO/89/191.

23/ AD/SEN/90/539 et AD/GHA/90/537.

24/ Document de travail relatif aux politiques de justice pénale en rapport avec les problèmes d'emprisonnement, d'autres sanctions pénales et les mesures de substitution (A/CONF.144/10). Rapport du Secrétaire général sur les peines de substitution à l'emprisonnement et la réduction de la population carcérale (A/CONF.144/12). Rapport du Secrétaire général relatif à la recherche sur les peines de substitution à l'emprisonnement (A/CONF.144/13).

25/ WHO/MNH/DAT/89.1.

26/ E/CN.7/1990/CRP.15.

27/ E/CN.7/1990/CRP.7.

28/ E/CN.7/1990/7/Add.1.

29/ ST/NAR/18.

30/ ST/NAR/19.

31/ A/CONF.144/15.

32/ A/CONF.144/8.

33/ Pour le déroulement du séminaire, voir le document UNICRI/39.

34/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.VIII.1.

35/ Projet AD/GLO/89/267.

|

ANNEXE

Liste des objectifs énoncés dans le Schéma multidisciplinaire
complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des
drogues

I. PREVENTION ET REDUCTION DE LA DEMANDE ILLICITE DE
STUPEFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

- Objectif No 1. Evaluation de l'incidence de l'usage impropre et de l'abus des drogues.
- Objectif No 2. Organisation de systèmes généraux de collecte et d'évaluation des données.
- Objectif No 3. Prévention de l'abus des drogues par l'enseignement.
- Objectif No 4. Prévention de l'abus des drogues sur les lieux de travail.
- Objectif No 5. Programmes de prévention établis par des associations, des groupements communautaires, des groupements d'intérêts et des services de détection et de répression.
- Objectif No 6. Activités de loisirs au service de la campagne continue contre l'abus des drogues.
- Objectif No 7. Le rôle des médias.

II. CONTROLE DE L'OFFRE

- Objectif No 8. Renforcement du système international de contrôle des stupéfiants et des substances psychotropes.
- Objectif No 9. Usage rationnel des produits pharmaceutiques contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes.
- Objectif No 10. Renforcement du contrôle des mouvements internationaux de substances psychotropes.
- Objectif No 11. Action à entreprendre du fait de l'augmentation du nombre des substances psychotropes sous contrôle.
- Objectif No 12. Contrôle du mouvement commercial des précurseurs, des produits chimiques essentiels et de l'équipement.
- Objectif No 13. Contrôle des analogues de substances sous contrôle international.

/...

- Objectif No 14. Localisation des cultures illicites de plantes servant à fabriquer des stupéfiants.
- Objectif No 15. La suppression des plantations illicites.
- Objectif No 16. Reconversion des zones antérieurement consacrées à la culture de plantes servant à la fabrication de drogues.

III. SUPPRESSION DU TRAFIC ILLICITE

- Objectif No 17. Démantèlement des principaux réseaux de trafiquants.
- Objectif No 18. Promotion de la méthode des livraisons surveillées.
- Objectif No 19. Mesures propres à faciliter l'extradition.
- Objectif No 20. Entraide judiciaire et juridique.
- Objectif No 21. Validité, à titre de preuves, des échantillons prélevés sur de grosses saisies de drogues.
- Objectif No 22. Dispositions pénales bien adaptées pour améliorer l'efficacité.
- Objectif No 23. Confiscation des instruments et du produit du trafic illicite de drogues.
- Objectif No 24. Resserrement du contrôle des mouvements aux points d'entrée officiels.
- Objectif No 25. Renforcement des contrôles aux frontières et des mécanismes d'entraide au sein d'unions économiques d'Etats souverains.
- Objectif No 26. Surveillance terrestre, maritime et aérienne des frontières.
- Objectif No 27. Méthodes permettant d'empêcher les trafiquants de drogue d'utiliser les services postaux internationaux.
- Objectif No 28. Contrôle des navires en haute mer et des aéronefs dans l'espace aérien international.

IV. TRAITEMENT ET READAPTATION

- Objectif No 29. Vers une politique du traitement.
- Objectif No 30. Inventaire des méthodes et techniques de traitement et de réadaptation disponibles.
- Objectif No 31. Choix du programme de traitement approprié.

/...

- Objectif No 32. Formation du personnel s'occupant des toxicomanes.
- Objectif No 33. Réduction de l'incidence des maladies et du nombre d'infections résultant des modalités de l'utilisation des drogues.
- Objectif No 34. Soins à dispenser aux toxicomanes délinquants dans le système judiciaire et pénitentiaire.
- Objectif No 35. Réinsertion sociale des personnes auxquelles ont été appliqués des programmes de traitement et de réadaptation.
